

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 novembre 2020

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)**Fonction publique, Entreprises publiques,
Télécommunications et Poste**

I. Fonction publique 2021	3
II. Entreprises publiques, Télécommunications et Poste .	15

*Voir:***Doc 54 1580/ (2020/2021):**001: Liste des notes de politique générale.
002 à 007: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 november 2020

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)**Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven,
Telecommunicatie en Post**

I. Ambtenarenzaken 2021	3
II. Overheidsbedrijven, Telecom en Post	15

*Zie:***Doc 54 1580/ (2020/2021):**001: Lijst van Beleidsnota's.
002 tot 007: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

03372

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

I. — FONCTION PUBLIQUE 2021

La crise sanitaire sans précédent à laquelle notre pays est confronté en 2020 a une fois de plus démontré l'importance d'une Administration performante et efficace. L'engagement et la créativité de nos fonctionnaires pour fournir à la fois des solutions d'urgence et garantir la continuité des services en ces temps difficiles méritent notre respect. La numérisation ainsi que le travail indépendant du temps et du lieu se sont avérés être des leviers importants à cet égard.

L'objectif principal des fonctionnaires fédéraux est d'offrir des services de qualité à tous les citoyens. Les cinq principes de l'État partenaire tels que nous les envisageons – confiance, simplicité, ouverture, puissance et innovation – s'appliquent également au travail du fonctionnaire. Nombre d'entre eux mettent déjà l'État partenaire en pratique avec beaucoup d'énergie, ce que nous voulons continuer à renforcer. Les politiques doivent également veiller à ce que les services publics soient en mesure d'effectuer correctement leur travail. Je m'engage à faire en sorte que les fonctionnaires puissent le plus simplement possible convertir leur enthousiasme et leur engagement social en services adéquats.

En 2021, je tiens, en collaboration avec nos fonctionnaires, à me concentrer sur la simplification et la numérisation, tout en prêtant attention à l'accès à nos services pour les personnes qui maîtrisent un peu moins le numérique. Notre Administration sera également un partenaire loyal dans la réalisation du pacte vert pour l'Europe. À cette fin, des mesures seront également prises au sein des services publics fédéraux pour faciliter et ancrer des choix durables, dans lesquels les ambitions en matière de responsabilité sociétale des entreprises joueront un rôle important.

Avec les fonctionnaires dirigeants, nous construirons une nouvelle culture mettant l'accent sur l'innovation et l'agilité, qui doivent faire partie intégrante de l'ADN collectif du secteur public fédéral. Cette évolution est essentielle pour offrir des produits et services axés sur l'avenir. L'Administration joue son rôle de régulateur, mais aussi d'innovateur et de moteur de la société.

Dans le domaine de la politique du personnel également, l'accent est mis sur le travail faisable et les organisations agiles. Avec mes collègues ministres de tutelle des différentes institutions publiques, je tiens à accroître la fierté des fonctionnaires, qui va au-delà des départements individuels, et à faire en sorte qu'ils puissent effectuer leur travail confortablement et en toute indépendance. Nous faisons en effet partie d'un même corps fédéral dont l'objectif est de placer le citoyen au

I. — AMBTENARENZAKEN 2021

De ongekende gezondheidscrisis waar ons land in 2020 mee geconfronteerd wordt, heeft nog maar eens het belang van een performante en efficiënte overheid bewezen. Het engagement en de creativiteit van onze ambtenaren om in deze moeilijke tijden zowel noodoplossingen te bieden als de continuïteit van de dienstverlening te garanderen, verdienen ons respect. Digitalisering en tijd- en plaatsafhankelijk werken zijn daarbij belangrijke hefboomen gebleken.

Kwaliteitsvolle dienstverlening voor alle burgers is de belangrijkste doelstelling van de federale ambtenaren. De vijf principes van de partnerstaat zoals wij die voor ogen hebben – vertrouwen, eenvoud, open, krachtig en gericht op vernieuwing – zijn ook van toepassing op het werk van de ambtenaar. Veel ambtenaren brengen op dit moment de partnerstaat al met veel energie in de praktijk. Wij willen dat verder versterken. Het is mee aan de politiek om ervoor te zorgen dat de publieke diensten hun werk goed kunnen doen. Ik wil mij engageren om het voor de ambtenaren zo eenvoudig mogelijk te maken om hun enthousiasme en maatschappelijke betrokkenheid om te zetten in adequate dienstverlening.

In 2021 wil ik samen met onze ambtenaren inzetten op vereenvoudiging en digitalisering met aandacht evenwel voor de toegang tot onze dienstverlening voor zij die digitaal net iets minder onderlegd zijn. Onze overheid zal daarnaast ook een trouwe partner zijn in de realisatie van de Europese Green Deal. Daartoe worden ook binnen de federale overheidsdiensten stappen gezet die duurzame keuzes faciliteren en verankeren, waarbij ambities inzake Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen een belangrijke rol zullen spelen.

Samen met de leidende ambtenaren bouwen we aan een nieuwe cultuur met de nadruk op innovatie en wendbaarheid, die een integraal onderdeel moeten vormen van het collectieve DNA van de federale publieke sector. Deze evolutie is essentieel om toekomstgerichte producten en diensten aan te bieden. De overheid speelt zijn rol als regulator, maar ook die van innovator en motor van de samenleving.

Ook op vlak van personeelsbeleid ligt de focus op werkbaar werk en wendbare organisaties. Samen met mijn collega-voogdijministers van de verschillende overheidsinstellingen wil ik de fierheid, die de afzonderlijke departementen overschrijdt, bij de ambtenaren aanwakkeren en verzekeren dat ze hun job in alle comfort en onafhankelijkheid kunnen uitoefenen. We maken immers deel uit van één federaal korps met als doelstelling "de burger centraal stellen". We gaan voor de ambtenaren

premier plan. Nous allons prendre soin des fonctionnaires afin qu'ils puissent accomplir leurs missions socialement importantes autant que possible sans soucis.

Afin de pouvoir opérer des choix politiques judicieux dans ce contexte, nous nous baserons toujours sur des connaissances et des données scientifiques et nous utiliserons donc les principes des politiques fondées sur des preuves. Les réalisations seront en tout cas toujours le fruit d'un travail de groupe. Je m'efforcerai d'établir une bonne collaboration avec les fonctionnaires dirigeants et les organisations syndicales. Nous ne voulons pas seulement progresser rapidement. Nous voulons aussi et surtout aller loin et nous ne pouvons le faire qu'en agissant de concert.

Des services de qualité

La crise sanitaire actuelle a une fois de plus souligné l'importance de l'accessibilité numérique des services publics. L'accès aux informations du secteur public est amélioré grâce à une approche multi-canaux, en commençant par "Digital First", afin que les citoyens puissent trouver facilement et efficacement une réponse à leurs questions. Pour garantir un accès continu à nos services, nous investissons dans une application intégrée et personnalisée qui permet aux citoyens d'accéder à tous leurs dossiers auprès des autorités. Le projet pilote avec les chatbots continue à être suivi et étoffé. L'e-box prévue dans l'accord de gouvernement comme point de contact central avec les autorités continuera également d'être développée. Cependant, il est toujours important que l'Administration reste facilement accessible, même pour les personnes qui maîtrisent moins le numérique. Les efforts numériques vont dès lors de pair avec la cartographie des services physiques attendus que l'on devra fournir aux citoyens. Nous garantissons ainsi à tous les citoyens qu'il seront en mesure de contacter les autorités de la manière qui leur convient tout en nous assurant du mieux possible du respect du principe "only once" afin que les citoyens ne doivent communiquer qu'une seule fois les mêmes informations.

En collaboration avec le Service Marchés publics de la Chancellerie et l'Institut fédéral pour le Développement durable, la loi relative aux marchés publics, en ce compris l'A.R. du 22 décembre 2017 relatif au réseau de concertation tactique et opérationnelle des achats fédéraux (CTOAF), feront l'objet d'une évaluation. L'objectif est d'élaborer une proposition de modification de la réglementation en se basant sur les ambitions suivantes:

— la simplification des procédures afin d'accélérer les procédures d'attribution et de réduire la charge administrative tant pour les autorités publiques que pour les entreprises;

zorgen zodat zij zo veel als mogelijk zonder zorgen hun maatschappelijk belangrijke taken kunnen uitoefenen.

Om in dit alles verstandige beleidskeuzes te kunnen maken, zullen we ons steeds baseren op wetenschappelijke inzichten en data en dus de principes van evidence based policy hanteren. Realisaties zullen in elk geval steeds groepswork zijn. Ik streef naar een goede samenwerking met de leidende ambtenaren en de syndicale vakorganisaties. We willen niet enkel snel vooruitgang boeken, we willen vooral vergeraken en dat kan enkel samen.

Kwaliteitsvolle dienstverlening

Deze gezondheidscrisis heeft het belang van de digitale bereikbaarheid van overheidsdiensten nogmaals onderstreept. De toegang tot overheidsinformatie wordt verbeterd via een multikanaal-benadering, die start vanuit digital first, zodat de burger op een eenvoudige en efficiënte manier het antwoord op zijn/haar vragen kan vinden. Om de continue toegang tot onze diensten te verzekeren, wordt geïnvesteerd in een geïntegreerde en gepersonaliseerde app waarmee burgers toegang hebben tot al hun dossiers bij de overheid, wordt het pilootproject met chatbots verder opgevolgd en uitgebreid. De in het regeerakkoord voorziene e-box als centraal contactpunt met de overheid wordt verder uitgebouwd. Het blijft evenwel belangrijk dat de overheid ook voor wie minder digitaal onderlegd is eenvoudig bereikbaar blijft. De digitale inspanningen gaan daarom gepaard met het in kaart brengen van de verwachte fysieke dienstverlening aan de burgers. Zo verzekeren we dat elke burger de overheid kan contacteren op een manier waar hij zich comfortabel bij voelt en dat dit zo veel als mogelijk gebeurt op basis van het principe "only once" zodat dezelfde informatie slechts één keer moet worden aangeleverd.

Samen met de Dienst Overheidsopdrachten van de Kanselarij en het Federaal Instituut voor Duurzame Ontwikkeling zal de wet op de overheidsopdrachten, inclusief het KB van 22 december 2017 inzake het Tactisch en Operationeel Federaal Aankoopoverleg (TOFA), worden geëvalueerd. Het doel is om een voorstel tot wijziging van de reglementering op te maken vanuit volgende ambities:

— de vereenvoudiging van de procedures om snellere gunningsprocedures te bekomen en de administratieve lasten voor zowel overheid als bedrijfswereld te laten dalen;

— l'intégration de clauses incitant les fournisseurs à soumettre une offre respectueuse de l'environnement, durable, éthique et socialement responsable;

— une attention portée à l'accessibilité des marchés publics pour les PME et les start-up afin de soutenir la force d'innovation de notre pays.

En outre, la numérisation du processus d'achat sera poursuivie par de nouveaux investissements dans la plate-forme d'e-procurement.

Pour soutenir la stratégie fédérale plus large en matière de données, les services publics amélioreront la mise à disposition d'informations, y compris sous forme de données ouvertes, concernant la comptabilité et le budget ainsi que l'environnement RH général pour autant qu'il s'agisse de données non personnelles. Il s'agit d'un levier important pour une meilleure préparation de la politique (élaboration de politiques fondées sur des preuves) qui garantit une plus grande transparence de l'Administration vis-à-vis de ses citoyens. Cette méthode permettra aussi de commencer à réduire les obligations en matière de reporting et de simplifier et moderniser les procédures administratives internes.

Afin de donner aux fonctionnaires dirigeants des services publics l'autonomie nécessaire pour gérer leur propre institution de manière percutante, le système des contrats d'administration est en cours d'évaluation. En concertation avec le Collège des présidents des institutions publiques fédérales, ce système sera ensuite transformé en un outil de gestion dynamique permettant à chaque ministre de tutelle de garantir et de suivre la qualité des services.

Les plans de personnel seront transformés en un instrument plus qualitatif axé sur les compétences sans perdre l'approche de suivi budgétaire. En outre, des gains d'efficacité intelligents et une simplification intelligente des processus, des synergies, etc., seront recherchés. Ainsi, la numérisation et la réduction des mètres carrés de surface de bureau grâce au télétravail contribueront également à l'utilisation efficace des ressources et entraîneront à terme une réduction des dépenses.

La meilleure source d'idées susceptibles de renforcer le service vient souvent des fonctionnaires eux-mêmes. La capacité d'innovation de l'Administration est dès lors encouragée. Par analogie avec le "Federal Diversity Award", un "Federal Innovation Award" annuel sera créé et attribué au projet ayant le plus grand impact sur les services fournis par l'Administration. Une attention particulière sera accordée aux projets qui peuvent également être adoptés comme meilleures pratiques dans d'autres institutions publiques.

— de l'opname van clausules die aanbieders stimuleren een milieubewust, duurzaam ethisch en sociaal verantwoord aanbod te doen;

— aandacht voor de toegankelijkheid van overheidsopdrachten voor kmo's en start-ups om de innovatieve kracht in ons land te ondersteunen;

Verder wordt de digitalisering van het aankoopproces doorgetrokken door een verdere investering in het platform e-procurement.

Ter ondersteuning van de bredere federale datastrategie zullen de overheidsdiensten informatie inzake boekhouding en begroting en anderzijds inzake de ruime HR-omgeving beter beschikbaar maken, ook als open data voor zover het gegevens betreft die niet van persoonlijke aard zijn. Dit is een belangrijke hefboom voor een betere beleidsvoorbereiding (evidence based policy making) en zorgt voor meer transparantie van de overheid ten opzichte van de burgers. Op die manier wordt ook een aanzet gegeven tot vermindering van de rapporteringsverplichtingen en het vereenvoudigen en moderniseren van de interne administratieve procedures.

Om de leidende ambtenaren van de overheidsdiensten de autonomie te geven om op slagkrachtige manier de eigen instelling aan te sturen, wordt het systeem van de bestuursovereenkomsten geëvalueerd. In overleg met het college van voorzitters van de federale overheidsinstellingen wordt dit vervolgens hervormd tot een dynamische managementtool waarmee de kwaliteit van de dienstverlening verzekerd en opgevolgd kan worden door elke voogdijminister.

Personeelsplannen worden omgevormd tot een meer kwalitatief competentiegericht instrument zonder de budgettaire opvolgingsinsteek te verliezen. Verder zal gezocht worden naar slimme efficiëntiewinsten en intelligente procesvereenvoudiging, synergieën, etc. Zo zal digitalisering en minder vierkante meters kantooroppervlak door telewerk ook een bijdrage leveren tot efficiënt middelengebruik en leiden tot minder uitgaven op termijn.

De beste bron van ideeën die de dienstverlening kunnen versterken, komen vaak van de ambtenaren zelf. De innovatiekracht van de overheid wordt daarom aangemoedigd. Naar analogie met de Federal Diversity Award wordt een jaarlijkse Federal Innovation Award opgericht die wordt uitgereikt aan het project met de grootste impact op de dienstverlening van de overheid. Speciale aandacht zal daarbij gaan naar projecten die als best practice ook in andere overheidsinstellingen kunnen worden overgenomen.

En coopération avec le SPP Intégration sociale, de nouveaux investissements seront réalisés afin de renforcer le rôle d'experts du vécu en matière de pauvreté au sein de l'Administration. Ces personnes peuvent examiner de manière critique les processus afin d'identifier les éventuels obstacles pour les groupes défavorisés. On examinera également quelles autres initiatives peuvent être prises par les services publics pour lutter contre la pauvreté dans la société.

Une Administration ouverte nécessite également des services de communication professionnels de pointe et une coopération mutuelle afin d'échanger des informations au sein et à l'extérieur de l'Administration. Nous investirons dès lors dans la coordination de la stratégie de communication interne de l'Administration fédérale et dans l'information délivrée aux citoyens, aux entreprises et aux médias, ainsi que dans le soutien aux initiatives de l'Administration fédérale.

Afin de s'assurer que les initiatives que nous prenons améliorent réellement le niveau de service, des outils de suivi seront développés pour mesurer en permanence la satisfaction des utilisateurs (citoyens, entreprises, clients, ...). Il sera ainsi possible de procéder rapidement à une intervention ou d'effectuer des ajustements rapides.

La politique fédérale d'intégrité continuera d'être développée en coopération avec la Secrétaire d'État au Budget et à la Protection des consommateurs, conformément aux traités et recommandations internationaux pertinents, en concertation avec le réseau des coordinateurs de l'intégrité au sein de l'Administration fédérale. Les accords conclus au niveau international sur la politique d'intégrité, y compris la prévention de la fraude et de la corruption, seront mis en œuvre dans le secteur public, afin que l'Administration fédérale continue à préserver son image et sa réputation en la matière dans les comparaisons et évaluations internationales.

Le statut de lanceur d'alerte sera entériné, en assurant la protection des fonctionnaires qui, de bonne foi, dénoncent des faits répréhensibles commis dans leur administration. D'ici la fin 2021, le futur système de signalement au sein de l'Administration fédérale doit être aligné sur la "directive européenne 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union". Cette transposition en droit belge pour l'Administration fédérale est en cours de préparation dans des groupes de pilotage et de travail.

Er wordt in samenwerking met de POD Maatschappelijke Integratie opnieuw geïnvesteerd in de rol van ervaringsdeskundigen armoede bij de overheid. Deze kunnen processen kritisch bekijken om eventuele drempels voor kansengroepen te identificeren. Verder wordt bekeken welke andere initiatieven vanuit de overheidsdiensten kunnen worden genomen om armoede in de samenleving te bestrijden.

Een open overheid vereist ook professionele state-of-the-art communicatiediensten en onderlinge samenwerking om informatie uit te wisselen binnen en buiten de overheid. We investeren dan ook in de coördinatie van de interne communicatiestrategie van de federale overheid en van de informatie naar de burger, ondernemingen en de media, en in de ondersteuning van initiatieven van de federale overheid.

Om te verzekeren dat de initiatieven die we nemen ook daadwerkelijk het dienstverleningsniveau verbeteren, worden monitoringtools ontwikkeld die continu de tevredenheid van de gebruiker (burger, onderneming, klant, ...) meten. Zodoende kan snel worden ingegrepen of bijgestuurd.

Het federaal integriteitsbeleid wordt in samenwerking met de staatssecretaris voor Begroting en Consumentenbescherming verder uitgebouwd overeenkomstig de relevante internationale verdragen en aanbevelingen in samenspraak met het "Netwerk van integriteitscoördinatoren in de federale overheid. De afspraken die op internationaal vlak zijn gemaakt over integriteitsbeleid, met inbegrip van de preventie van fraude en corruptie zullen worden uitgevoerd in de publieke sector, zodat de federale overheid bij internationale vergelijkingen en evaluaties haar imago en reputatie op dit vlak blijft vrijwaren.

Het statuut van klokkenluider zal worden bevestigd door de bescherming te verzekeren van ambtenaren die te goeder trouw laakbare feiten in hun administratie aan de kaak stellen. Het toekomstige meldingssysteem in de federale overheid dient tegen eind 2021 afgestemd te worden op "de Europese richtlijn 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden". Deze omzetting in Belgisch recht voor de federale overheid wordt in stuur- en werkgroepen voorbereid.

Une politique RH durable, inclusive, humaine et enthousiasmante

La qualité des services fournis par l'Administration fédérale est assurée par des dizaines de milliers de fonctionnaires qui se soucient chaque jour avec passion des intérêts des citoyens et des entreprises. Tout comme ils sont là pour nous tous les jours, nous voulons aussi être là pour eux en leur offrant un travail faisable, une flexibilité dans les conditions de travail et la carrière, des possibilités de développement et des collègues talentueux.

Pour développer l'Administration fédérale de demain, nous avons besoin de talents. Nous investirons dans un recrutement plus performant et plus inclusif en prenant les mesures suivantes:

Renforcer les efforts dans le domaine de la stratégie d'image de l'employeur ("employer branding") afin de placer l'Administration fédérale sur le marché du travail en tant qu'employeur passionnant offrant des possibilités de carrière attrayantes et des emplois qui ont du sens et qui créent une valeur ajoutée sociale. On convoquera une équipe horizontale disposant de compétences à la fois en matière de recrutement et de communication. Cette équipe aidera les organisations publiques fédérales à élaborer leur stratégie d'image de l'employeur et bénéficiera des moyens nécessaires pour y parvenir. Afin de pouvoir utiliser efficacement les ressources disponibles, l'impact des différentes initiatives sera suivi. Une attention particulière sera accordée à la réputation de l'Administration fédérale en tant qu'employeur auprès des groupes vulnérables afin de mieux intégrer la diversité de la société dans les effectifs en personnel des services publics.

Accroître l'attractivité de la fonction publique pour des profils spécifiques tels que les professionnels de l'IT, de la médecine ou les scientifiques. Nous examinerons les mesures possibles pour convaincre également un nombre suffisant de candidats talentueux présentant ces profils d'occuper un poste au sein de l'Administration.

Réduire la durée des procédures de sélection et améliorer l'expérience des candidats. On investira dans des procédures de sélection plus rapides et numériques. La décentralisation des procédures de sélection sera poursuivie afin que chaque institution publique puisse déterminer son propre rythme de recrutement. Le SPF BOSA veillera continuellement à la qualité et à l'objectivité des procédures et continuera de jouer un rôle central dans la mise à disposition d'applications, d'outils, de méthodologies, d'expertise, de certification, etc. Enfin, les procédures de sélection feront également

Een duurzaam, inclusief, mensgericht en enthousiasmerend HR-beleid

De kwaliteitsvolle dienstverlening van de federale overheid wordt geleverd door tienduizenden ambtenaren die elke dag weer gedreven bezig zijn met het belang van burgers en ondernemingen. Zoals zij er elke dag voor ons zijn, willen wij er ook voor hen zijn door te zorgen voor werkbaar werk, flexibiliteit in werkomstandigheden en loopbaan, ontwikkelingskansen en talentvolle collega's.

Om te bouwen aan de federale overheid van morgen is talent nodig. We investeren in performantere en inclusievere rekrutering door:

De inspanningen op vlak van employer branding te versterken om de federale overheid als boeiende werkgever met mooie loopbaankansen en betekenisvolle jobs die maatschappelijke meerwaarde creëren in de arbeidsmarkt te zetten. Een horizontaal team wordt bijeengebracht met zowel competenties in aanwerving als in communicatie. Dit team ondersteunt de federale overheidsorganisaties in hun employer branding en krijgt hiervoor de nodige middelen. Om de beschikbare middelen efficiënt in te kunnen zetten, wordt de impact van de diverse initiatieven gemonitord. Er is daarbij specifieke aandacht voor de bekendheid van de federale overheid als werkgever bij kwetsbare groepen om de diversiteit van de maatschappij ook in de personeelsbestanden van de overheidsdiensten beter te incorporeren.

De aantrekkelijkheid van het openbaar ambt voor specifieke profielen zoals IT, geneeskundigen en wetenschappelijke profielen te vergroten. We onderzoeken welke maatregelen mogelijk zijn om ook in deze profielen voldoende talentrijke kandidaten van een job bij de overheid te overtuigen.

De doorlooptijd van de selectieprocedures te verkorten en de candidate experience te verbeteren. Er wordt ingezet op snellere en digitale selectieprocedures. De decentralisering van de selectieprocedures wordt verdergezet zodat elke overheidsinstelling het eigen rekruteringsritme kan bepalen. De FOD BOSA waakt continu over de kwaliteit en objectiviteit van de procedures en behoudt een centrale rol in het aanleveren van applicaties, tools, methodologie, expertise, certificering, enz. De selectieprocedures worden tot slot ook kritisch onderzocht om eventuele afremmende factoren voor

l'objet d'un examen critique afin d'identifier tout facteur inhibiteur pour les groupes vulnérables dans le but d'œuvrer en faveur de méthodes de recrutement plus inclusives.

Moderniser la commission scientifique de consultation afin d'intégrer les précieux conseils externes d'experts dans la politique de sélection et d'investir dans des méthodologies de sélection fondées sur des preuves.

Explorer les possibilités d'arriver à une politique de sélection davantage axée sur les compétences, entre autres en valorisant les compétences acquises précédemment.

Nous ancrerons les principes de l'apprentissage tout au long de la vie au sein de l'Administration et nous les relierons aux principes d'une carrière flexible au sein de l'Administration.

Le modèle de compétences actuel de l'Administration a besoin d'être actualisé et affiné. Une équipe interfédérale d'experts revoit actuellement ce modèle, en tenant compte des connaissances scientifiques les plus récentes dans le domaine du développement des compétences.

En matière de formation, nous continuerons à investir dans les connaissances tant génériques que techniques et dans de nouvelles formes d'apprentissage telles que l'apprentissage mixte et le micro-apprentissage afin de contribuer à un climat d'apprentissage motivant pour tous les fonctionnaires.

On soutiendra la poursuite du développement de "Talent on the move" visant à offrir des carrières flexibles au sein de l'Administration fédérale. L'approche actuelle sera évaluée en concertation avec le réseau des directeurs P&O et ajustée si nécessaire.

Un outil sera élaboré pour répertorier les compétences numériques des fonctionnaires afin de pouvoir investir dans le développement des compétences numériques nécessaires pour l'avenir.

Lumen, le réseau des coachs de carrière au niveau fédéral, bénéficiera d'un soutien pour étendre ses services.

Une politique visant à promouvoir la mobilité des fonctionnaires entre les départements, y compris le personnel civil et militaire du Ministère de la Défense nationale, sera préparée. Une attention particulière sera accordée à la réorientation des fonctionnaires dont les postes disparaissent ou dont les compétences ne correspondent plus à leur service actuel. Les possibilités

kwetsbare groepen te identificeren zodat kan gewerkt worden aan inclusievere rekruteringsmethodes.

Het wetenschappelijk adviescomité te moderniseren om het gewaardeerde extern advies van experten te incorporeren in het selectiebeleid en te investeren in evidence based selectiemethodieken.

De mogelijkheden te bekijken om tot een meer competentiegebaseerd selectiebeleid te komen door onder meer het opwaarderen van eerder verworven competenties.

We verankeren de principes van levenslang leren in de overheid en koppelen dat aan de principes van een flexibele loopbaan binnen de overheid.

Het huidig competentiemodel van de overheid is aan actualisering en verfijning toe. Een interfederaal team van experten herbekijkt dit model en houdt daarbij rekening met de meest recente wetenschappelijke inzichten op vlak van competentieontwikkeling.

Op het vlak van vorming blijven we verder investeren in zowel generieke als technische kennis en in nieuwe leervormen zoals blended learning en microlearning om bij te dragen aan een motiverend leerklimaat voor alle ambtenaren.

De verdere ontwikkeling van Talent on the move wordt ondersteund als middel tot flexibele loopbanen binnen de federale overheid. De huidige aanpak wordt geëvalueerd in samenspraak met het netwerk van P&O-directeurs en bijgestuurd waar nodig.

Er wordt een tool ontwikkeld om de digitale competenties van de ambtenaren in kaart te brengen om toekomstgericht te kunnen investeren in de ontwikkeling van de nodige digitale vaardigheden.

Het netwerk van federale loopbaancoaches Lumen krijgt ondersteuning om de dienstverlening verder te kunnen uitbreiden.

Er wordt een beleid voorbereid dat de mobiliteit van ambtenaren over departementen heen, inclusief het burger- en militair personeel van het Ministerie van Defensie, moet bevorderen. Er zal daarbij specifieke aandacht zijn voor re-oriëntatie van ambtenaren van wie de functie verdwijnt of van wie de vaardigheden niet meer aansluiten bij hun huidige dienst. De huidige

de mobilité actuelles seront analysées en vue de les améliorer à l'avenir et, dans l'intervalle, elles seront communiquées de manière plus claire et plus précise aux fonctionnaires.

Les possibilités de mobilité en dehors de l'Administration fédérale – avec maintien des droits – seront également étudiées. Il s'agit notamment de la mobilité depuis et vers des entreprises publiques, de la coopération avec d'autres niveaux de pouvoir, de la coopération avec des organisations à but non lucratif, etc. En effet, le partage des connaissances et de l'expertise doit être aussi large que possible.

Depuis le COVID-19, le télétravail est devenu la nouvelle norme. Cette forme de travail permet un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, a des effets positifs sur le climat et – si l'on trouve le bon équilibre entre le travail à domicile et la présence sur le lieu de travail – augmente l'efficacité du travail. Nous consentirons des investissements afin d'intégrer le télétravail dans les méthodes de travail du service public fédéral, dans le respect, bien entendu, de la disponibilité des fonctionnaires pour les citoyens. Nous visons une moyenne de 2 jours de télétravail par fonctionnaire par semaine sur une base annuelle et serons également attentifs aux moments de déconnexion. En collaboration avec Empreva, les conditions ergonomiques minimales pour le travail à domicile seront identifiées et on examinera comment elles peuvent être respectées. Enfin, les règles de base relatives au télétravail seront révisées et actualisées si nécessaire.

L'autonomie, la confiance et la responsabilisation des employés sont des éléments de base essentiels pour promouvoir à la fois la culture de l'innovation et l'image d'une organisation. L'autonomie constitue en outre un élément-clé dans la motivation des membres du personnel. Les dirigeants du secteur public fédéral doivent donc créer les conditions dans lesquelles chaque employé peut travailler de manière autonome. Toutefois, le degré d'autonomie dans lequel un employé se sent à l'aise peut varier. Pour soutenir les dirigeants, un outil sera développé afin de permettre aux équipes d'évaluer dans quelle mesure elles peuvent travailler de manière autonome.

Nous investirons dans des dirigeants forts avec le cadre de valeurs approprié. Un groupe de travail composé d'experts internes et externes à l'Administration définira une vision commune du leadership qui souscrit aux valeurs fondamentales de l'Administration fédérale. Dans les années à venir, l'offre de formation générale sera adaptée en conséquence.

possibilités de mobilité seront analysées en vue de les améliorer à l'avenir et, dans l'intervalle, elles seront communiquées de manière plus claire et plus précise aux fonctionnaires.

Ook de mogelijkheden voor mobiliteit buiten de federale overheid – met behoud van rechten – worden onderzocht. We denken hierbij aan mobiliteit van en naar overheidsbedrijven, samenwerking met andere bestuursniveaus, samenwerking met non-profitorganisaties, enz. Delen van kennis en expertise moet immers zo breed mogelijk kunnen.

Sinds COVID-19 is telewerk het nieuwe normaal. Deze vorm van werken maakt een betere work-life balance mogelijk, heeft positieve effecten op het klimaat en verhoogt – indien de juiste balans tussen thuis werken en aanwezigheid op de werkvloer gevonden wordt – de efficiëntie van het werk. We zetten in op de verankering van telewerk in de werkmethodes van de federale overheidsdienst, met respect uiteraard voor de beschikbaarheid van ambtenaren voor de burgers. We streven daarbij naar een gemiddelde van 2 dagen thuiswerk per ambtenaar per week op jaarbasis en zijn daarbij ook aandachtig voor momenten van deconnectie. In samenwerking met Empreva worden de ergonomische minimumvoorwaarden voor thuiswerk geïdentificeerd en bekeken hoe hieraan tegemoet kan worden gekomen. Tot slot worden de basisregels rond telewerk herzien en geactualiseerd waar nodig.

Autonomie, vertrouwen en empowerment van medewerkers zijn essentiële bouwstenen om zowel de innovatiecultuur alsook het imago van een organisatie te bevorderen. Autonomie is bovendien ook een sleutelement in de motivatie van personeelsleden. Leidinggevenden binnen de federale publieke sector moeten daarom de omstandigheden creëren waarin elke medewerker autonoom kan werken. De mate van autonomie waarbij een medewerker zich comfortabel voelt, kan evenwel verschillen. Om de leidinggevenden te ondersteunen, wordt een instrument ontwikkeld dat teams toelaat na te gaan in welke mate ze autonoom kunnen werken.

We investeren in sterke leidinggevenden met het juiste waardenkader. Een werkgroep met experts van binnen en buiten de overheid bepaalt een gemeenschappelijke leiderschapsvisie die de basiswaarden van de federale overheid onderschrijft. In de volgende jaren wordt het algemeen opleidingsaanbod hieraan aangepast.

Afin de garantir la présence continue d'une expertise suffisante et de dirigeants forts, une politique de gestion de la relève ("succession management") sera mise en place. Le partage des connaissances sera encouragé dans ce cadre. Il faut absolument éviter que certaines personnes soient les détenteurs uniques de connaissances dans des segments cruciaux. En outre, une méthodologie sera élaborée pour aider les services publics à identifier les dirigeants de demain au sein de l'énorme réservoir de talents dont dispose notre Administration et les préparer à assumer leur rôle de cadre supérieur public dans le monde de demain.

En ce qui concerne les mandataires, des efforts seront déployés pour objectiver davantage la procédure de sélection, et un parcours de carrière dynamique sera élaboré, dans lequel l'expertise de management acquise sera prise en compte en cas de changement éventuel de fonction de mandat ou après la fin réussie du mandat. En outre, nous allons accroître la diversité parmi les mandataires afin de promouvoir la diversification des cadres supérieurs de l'Administration. La mobilité volontaire des mandataires sera encouragée et le régime d'évaluation sera affiné. Enfin, des efforts seront réalisés à court terme afin de pourvoir les postes de dirigeants et de mandataires.

Le processus d'évaluation actuel, avec ses cycles d'évaluation, est parfois considéré par les employés et les dirigeants comme trop bureaucratique et entraîne une diversification trop limitée du retour d'information. Une proposition sera élaborée afin de parvenir à un système de retour d'information permanent lié à une charge administrative minimale, où l'accent sera mis sur des entretiens réguliers entre le dirigeant et l'employé ou l'équipe sur les objectifs à atteindre. L'objectif ultime est d'évoluer vers une culture de rétroaction valorisante permanente associée à une politique de personnel dynamique. Dans le cadre de cette évolution, nous nous inspirerons de références et connaissances scientifiques intéressantes dans le domaine de la gestion des performances.

En application de l'accord de gouvernement, la réglementation relative à la fin de carrière au sein de l'Administration sera analysée et des initiatives telles que les fins de carrière adoucies, l'emploi à temps partiel et le transfert de connaissances entre les générations seront examinées. On examinera également les possibilités de fin de carrière en dehors de l'Administration en respectant l'emploi statutaire des fonctionnaires.

Les possibilités d'une rémunération plus flexible en vue de promouvoir des choix durables seront étudiées au moyen, entre autres, de références inspirantes d'entreprises et d'autorités qui ont déjà passé le cap et d'études

Om de continue aanwezigheid van voldoende expertise en sterke leidinggevendenden te garanderen wordt een beleid rond succession management ingevoerd. Kennisdeling wordt daarbij aangemoedigd. Unieke kennisdragers in cruciale segmenten moeten absoluut worden vermeden. Verder wordt een methodiek ontwikkeld die overheidsdiensten ondersteunt om binnen de enorme pool van talenten die onze overheid rijk is de leiders van morgen te identificeren en hen klaar te stomen om hun rol als publiek topmanager op te nemen in de wereld van de toekomst.

Voor wat betreft de mandaathouders worden inspanningen geleverd om de selectieprocedure verder te objectiveren en wordt gewerkt aan een dynamisch loopbaanpad waarbij de opgebouwde managementexpertise in rekening wordt gebracht bij een eventuele verandering van mandaatfunctie of na het succesvol beëindigen van het mandaat. Verder zullen we de diversiteit binnen de mandaathouders aanwakken ter bevordering van de diversificatie van het topmanagement van de overheid. Vrijwillige mobiliteit onder mandaathouders zal worden gestimuleerd en het evaluatieregime verfijnd. Tot slot worden op korte termijn inspanningen geleverd om de openstaande leidinggevende – en mandaatfuncties in te vullen.

Het huidige evaluatieproces met zijn evaluatiecycli wordt door zowel medewerkers als leidinggevendenden soms te veel gezien als administratieve rompslomp en levert een te beperkte diversificatie van feedback op. Er wordt een voorstel uitgewerkt voor een systeem van permanente feedback met een minimale administratieve last waar de focus ligt op regelmatige gesprekken tussen leidinggevende en medewerker of team over de te bereiken doelstellingen. Het uiteindelijke doel is te evolueren naar een permanente waarderende feedbackcultuur gekoppeld aan een dynamisch personeelsbeleid. Bij die evolutie laten we ons inspireren door interessante benchmarks en wetenschappelijke inzichten op vlak van performance management.

In uitvoering van het regeerakkoord wordt de eindloopbaanregeling binnen de overheid geanalyseerd en worden initiatieven als zachte landingsbanen, deeltijdse tewerkstelling en kennisoverdracht over generaties heen onderzocht. Er wordt ook gekeken welke eindloopbaanmogelijkheden er zijn buiten de overheid met respect voor de statutaire tewerkstelling van de ambtenaren.

De mogelijkheden op vlak van een flexibelere verloning met het oog op het bevorderen van duurzame keuzes worden onderzocht o.a. via inspirerende benchmarks van bedrijven en overheden die de omslag al maakten

universitaires sur l'impact de certaines composantes du salaire sur la motivation des collaborateurs. En la matière, les droits pécuniaires des fonctionnaires seront préservés. L'introduction de mécanismes de rémunération alternatifs sera examinée. Dans le cadre de cette politique de rémunération plus flexible, on commencera également à élaborer un deuxième pilier de pension pour les agents contractuels.

Les services publics ont besoin de fonctionnaires en bonne santé qui se sentent bien dans leur peau.

Nous mettrons en œuvre des mesures structurelles pour prévenir et traiter les maladies liées au stress telles que le burn-out. Nous désignerons notamment des coachs fédéraux en burn-out et proposerons un programme d'aide assorti d'un accompagnement psychologique qui sera disponible en tout temps.

Le régime de pension de maladie des fonctionnaires en invalidité sera évalué, en concertation avec les partenaires sociaux et les entités fédérées. L'objectif doit être de réintégrer le membre du personnel. À cette fin, des investissements seront consentis afin de créer un réseau de gestionnaires des incapacités ("disability managers").

En raison de leur rôle crucial dans la santé des fonctionnaires, nous examinerons comment renforcer le rôle des conseillers en prévention.

Empreva continuera d'être soutenu dans son rôle. Nous investirons davantage dans l'outil Kitry, qui permet une gestion performante des dossiers médicaux de prévention. Un lien sera établi entre PersoPoint et Kitry afin que Kitry ait toujours une vision actualisée des effectifs en personnel de chaque organisation.

Nous nous efforcerons de mener une politique du personnel inclusive et de refléter la société dans la diversité des effectifs en personnel fédéral à tous les niveaux:

La promotion des femmes à des fonctions supérieures dans nos services publics doit être améliorée. On examinera quels facteurs inhibiteurs jouent un rôle afin de parvenir à des initiatives de développement et des efforts de sensibilisation ciblés. À cette fin, on collaborera étroitement avec des institutions disposant d'une expertise en la matière, comme l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH).

À l'inverse, des efforts de sensibilisation seront fournis pour lever le tabou qui entoure le travail à temps partiel ou certaines formes de congé pour les hommes.

en académische studies over de impact van bepaalde salarisonderdelen op de motivatie van medewerkers. De pecuniaire rechten van de ambtenaren worden daarbij gevrijwaard. De introductie van alternatieve verloningsmechanismen wordt onderzocht. Als onderdeel van deze flexibelere verloningspolitiek wordt ook de uitbouw van een 2^e pensioenpijler voor contractuele ambtenaren voorbereid.

De dienstverlening van de overheid heeft nood aan gezonde ambtenaren die zich goed in hun vel voelen.

We implementeren structurele maatregelen ter preventie en voor de behandeling van stressgerelateerde aandoeningen zoals burn-out. Voorbeelden zijn federale burn-outcoaches en een hulpprogramma met psychologische begeleiding dat steeds beschikbaar is.

De regeling van het ziektepensioen voor arbeidsongeschikte ambtenaren wordt geëvalueerd, in overleg met de sociale partners en de deelstaten. De doelstelling moet daarbij zijn om te streven naar een re-integratie van het personeelslid. Daartoe zal worden geïnvesteerd in de oprichting van een netwerk van disability managers.

Vanwege hun cruciale rol in de gezondheid van de ambtenaren wordt bekeken hoe we de rol van de preventie-adviseurs kunnen opwaarderen.

Empreva wordt verder ondersteund in zijn rol. We ondersteunen verdere investeringen in de tool Kitry die een performant beheer van de medische preventiedossiers mogelijk maakt. Er komt een link tussen Persopoint en Kitry zodat Kitry te allen tijde een actueel zicht heeft op de inzet van de personen in elke organisatie.

We streven naar een inclusief personeelsbeleid en een weerspiegeling van de maatschappij in de diversiteit van het federaal personeelsbestand en dit op alle niveaus:

De doorstroming van vrouwen naar de hogere functies in onze overheidsdiensten moet beter. Er wordt onderzocht welke remmende factoren spelen om tot gerichte ontwikkelinitiatieven en sensibiliseringsinspanningen te komen. Er wordt daarbij nauw samengewerkt met expertise-instellingen zoals het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen (IGVM).

Omgekeerd worden sensibiliseringsinspanningen geleverd om het taboe rond deeltijds werken of bepaalde vormen van verlof voor mannen weg te werken.

En collaboration avec la secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, nous étudierons comment renforcer la dimension de genre dans l'analyse d'impact de la réglementation (AIR) afin d'évaluer l'impact des choix politiques sur le genre.

Outre l'amélioration du flux des femmes, l'amélioration du flux des groupes défavorisés sera également examinée d'une traite afin d'identifier les éventuels facteurs inhibiteurs.

Des efforts seront réalisés pour rapprocher de l'objectif des 3 % la proportion de personnel handicapé au sein de l'Administration fédérale. Nous sensibiliserons les fonctionnaires dirigeants, élaborerons des méthodes de reporting plus correctes et offrirons un soutien dans le domaine de l'adaptation des postes de travail. On examinera si des formes d'emploi plus flexibles sont possibles pour ce groupe cible. Enfin, nous continuerons à veiller à l'application, par les administrations, des actions positives en faveur des personnes handicapées prévues par l'arrêté royal du 6 octobre 2005 et nous évaluerons l'efficacité de cette réglementation actuellement en vigueur.

Afin de soutenir une politique du personnel inclusive et dynamique, les travaux portant sur la simplification et la lisibilité de la réglementation existante se poursuivront en concertation avec les partenaires sociaux. Les différences pertinentes entre les statutaires et les contractuels sont mises en évidence afin de déterminer une vision pour l'avenir, avec valorisation et respect des deux statuts. Il va sans dire que la compétence de la Fonction publique contribuera également de manière constructive à l'ambition du gouvernement fédéral de rapprocher les statuts des employés, des ouvriers et des fonctionnaires. Ce faisant, nous préserverons l'attractivité et l'objectivité de la fonction publique et nous nous efforcerons d'atteindre un niveau de protection élevé.

Afin de garantir l'efficacité et l'efficience de la politique, on étudiera la possibilité de transformer l'actuelle commission scientifique de consultation en une commission de consultation générale et plus large, composée d'experts issus à la fois du monde des entreprises et du monde universitaire, qui aideront les fonctionnaires du SPF BOSA et le monde politique à préparer la politique.

Un fonctionnement interne efficace et durable

L'automatisation et la numérisation de la prestation de services de PersoPoint, le secrétariat social central, continueront à être développées. L'Administration doit en effet éliminer les processus sur papier. Des préparatifs seront effectués en 2021 pour permettre d'intégrer dans PersoPoint les dernières institutions publiques qui ne

Er wordt in samenwerking met de staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit bekeken hoe de genderdimensie in de Regelgevingimpactanalyse (RIA) kan worden versterkt om de impact van beleidskeuzes op gender te kunnen inschatten.

Naast de doorstroming van vrouwen wordt in één beweging ook de doorstroming van kansengroepen onderzocht om eventuele remmende factoren te identificeren.

We leveren inspanningen om het aandeel personeelsleden met een beperking binnen de federale overheid dichterbij het streefcijfer van 3 % te brengen. We sensibiliseren de leidende ambtenaren, werken aan correctere rapporteringsmethoden en bieden ondersteuning op vlak van arbeidspostaanpassingen. Er wordt onderzocht of voor deze doelgroep flexibeler vormen van tewerkstelling mogelijk zijn. Tot slot blijven we steeds waakzaam dat de positieve acties ten voordele van personen met een beperking zoals voorzien in het koninklijk besluit van 6 oktober 2005 door de administraties worden toegepast en evalueren we deze huidige reglementering op haar effectiviteit.

Ter ondersteuning van een inclusief en dynamisch personeelsbeleid wordt in samenspraak met de sociale partners verder gewerkt op de vereenvoudiging en de leesbaarheid van de bestaande regelgeving. Er wordt in kaart gebracht welke pertinente verschillen er zijn tussen statutairen en contractuelen om een toekomstvisie te kunnen bepalen, met waardering en respect voor de beide statuten. Vanuit de bevoegdheid Ambtenarenzaken zal uiteraard ook constructief worden meegewerkt aan de ambitie van de federale regering om de statuten van bedienden, arbeiders en ambtenaren dichterbij elkaar te brengen. We zullen daarbij waken op de aantrekkelijkheid en de objectiviteit van het openbaar ambt en streven naar een hoog beschermingsniveau.

Om de effectiviteit en efficiëntie van beleid te verzekeren, wordt onderzocht of het huidige wetenschappelijk adviescomité kan opgeschaald worden naar een breder, algemeen adviescomité met experts uit zowel het bedrijfsleven als de academische wereld om mee beleidsvoorbereidend te denken met de ambtenaren van de FOD BOSA en de politieke wereld.

Een efficiënte en duurzame interne werking

De automatisering en digitalisering van de dienstverlening van Persopoint, het centraal sociaal secretariaat, wordt verder uitgebouwd. De overheid moet immers weg van papieren processen. In 2021 worden de voorbereidingen getroffen om de onboarding van ook de laatste overheidsinstellingen die nog moeten

l'ont pas encore été. En ce qui concerne PersoPoint, on prêterait attention à la satisfaction des différentes institutions publiques quant aux services fournis afin de pouvoir préparer les éventuels ajustements de l'offre de services. L'impact sur l'efficacité du traitement administratif sera surveillé. Les principes directeurs sont "only once" et "first time right".

Des efforts seront fournis pour intégrer toutes les administrations dans le nouveau moteur salarial central des services publics fédéraux d'ici le 1^{er} janvier 2023 afin de supprimer progressivement l'ancien moteur salarial.

L'option de créer un service partagé qui centralise et soutient la comptabilité des plus petites entités au sein de l'Administration fédérale sera étudiée. Dans une première phase, un "business case" sera développé. Il regroupera les établissements scientifiques fédéraux.

En collaboration avec la Régie des Bâtiments, nous continuerons à développer un système de gestion des installations pour nos bâtiments qui met l'accent sur la durabilité en termes de consommation et d'approvisionnement énergétiques. Sur la base des principes du New Way of Working (NWOW), la possibilité d'une nouvelle réduction de l'espace de bureau sera examinée. Les plans de besoins en hébergement des services publics fédéraux tiendront structurellement compte, en concertation avec les employés, de 2 jours de télétravail par semaine comme ajustement du nombre d'ETP corrigé selon le principe "se conformer ou expliquer". L'utilisation efficace de l'espace de bureau sera basée sur un lieu de travail orienté vers la fonction et se fera en respectant le bien-être des employés et en y prêtant attention.

Dans le prolongement de ses missions horizontales, la création d'un pilier "facilités" au sein du SPF Stratégie et Appui sera examinée, offrant un ensemble complet de services facilitaires et d'équipements à ses clients, tels que la restauration, les services de maintenance, la surveillance, le mobilier, les imprimantes multifonctions, les services informatiques, les fournitures de papier, etc. Les contrats-cadres conclus par la centrale de marchés FORCMS/DG CFP constituent la base de ces services groupés. Dans ces contrats-cadres, une attention particulière sera accordée aux critères qui garantissent la durabilité dans l'exécution des missions.

Le regard tourné vers l'extérieur

Nous nous engageons à entamer un dialogue constructif avec les partenaires sociaux et, partant, avec toutes les parties prenantes au sein de l'Administration fédérale. En tant que secteur public fédéral, nous voulons assumer notre rôle de guide vis-à-vis de nos parties prenantes

instappen mogelijk te maken. Er is inzake Persopoint aandacht voor de tevredenheid van de onderscheiden overheidsinstellingen over de dienstverlening zodat eventuele bijstellingen van het dienstverleningsaanbod kunnen worden voorbereid. De impact op de efficiëntie van de administratieve handeling wordt gemonitord. De leidende principes zijn "only once" en "first time right".

Er worden inspanningen geleverd om alle administraties tegen 1 januari 2023 op te nemen in de nieuwe centrale loonmotor van de federale overheidsdiensten om de oude loonmotor uit te kunnen faseren.

De optie wordt onderzocht om een shared service te creëren die de boekhouding van kleinere entiteiten binnen de federale administratie centraliseert en ondersteunt. In een eerste fase zal een business case worden ontwikkeld, die de federale wetenschappelijke instellingen groepeerd.

In samenwerking met de Regie der Gebouwen wordt de evolutie verdergezet van een facilitair beheer van onze gebouwen dat focust op duurzaamheid inzake energiegebruik en energievoorziening. Vanuit de principes van New Way of Working (NWOW) wordt bekeken of een verdere daling van de kantooroppervlakte mogelijk is. De behoefteplannen inzake de huisvesting van federale overheidsdiensten zullen daarbij, in overleg met de werknemers, structureel rekening houden met 2 telewerkdagen/week als aanpassing van het gecorrigeerd aantal VTE volgens het principe "comply or explain". De efficiënte invulling van het kantooroppervlak zal gebaseerd worden op een functiegerichte werkplek en gebeurt met respect en aandacht voor het welzijn van de medewerkers.

Verder bouwend op zijn horizontale opdrachten, zal de creatie van een facilitaire pijler binnen de FOD Beleid en Ondersteuning worden onderzocht, die een totaalpakket van facilitaire diensten en voorzieningen aanbiedt aan zijn klanten, zoals catering, onderhoudsdiensten, bewaking, meubilair, multifunctionele printers, IT-diensten, papierbenodigdheden, enz. De raamcontracten die de opdrachtcentrale FORCMS/DG FAP realiseert, vormen de basis voor dergelijke gegroepeerde dienstverlening. Bij deze raamcontracten zal extra aandacht zijn voor criteria die duurzaamheid in de uitvoering van de opdrachten garanderen.

De blik naar buiten gericht

We engageren ons om op een constructieve manier in dialoog te gaan met de sociale partners en, bij uitbreiding, alle stakeholders van de federale overheid. We willen als federale publieke sector onze gidsfunctie opnemen ten aanzien van onze stakeholders (burgers,

(citoyens, entreprises, société civile, monde universitaire, etc.). L'accent sera mis sur le rassemblement de ces parties prenantes, sur l'élimination des obstacles et sur la fourniture de composantes pour parvenir à des solutions intégrées.

La politique de l'Administration sera comparée à celle des pays européens afin d'identifier les meilleures pratiques. À cette fin, des indicateurs clés de performance seront également définis en interne pour mesurer notre prestation de services et l'efficacité de notre politique de personnel.

Nous examinerons les possibilités de coopération avec d'autres pays. Aujourd'hui, une collaboration dans le domaine du partage des connaissances avec la France est imminente. Dans le cadre du dialogue social européen pour les institutions publiques, la Belgique continuera à jouer un rôle de premier plan. En 2021, la Belgique, par l'intermédiaire du SPF BOSA, présidera le comité européen.

L'extension des possibilités en matière de coopération au développement sera examinée. Nos services publics partageront leurs connaissances avec les services publics de pays en développement et examineront les possibilités de réutilisation de notre matériel informatique amorti par les pays moins fortunés ou en développement.

Dans le contexte notamment de l'expansion de la formation en alternance et de la réorientation des fonctionnaires, on examinera s'il est possible d'établir des liens de collaboration avec des institutions telles que le VDAB, Actiris et le Forem, le milieu de l'enseignement et le secteur privé.

Afin de contribuer à une société plus inclusive, on recherchera activement des possibilités de coopération avec l'économie sociale de marché.

Des collaborations avec des experts universitaires seront activement recherchées pour soutenir l'efficacité et l'efficience dans la préparation des politiques et pour suivre les résultats des choix politiques d'une manière scientifiquement fondée.

Enfin, grâce aux opportunités offertes par le mariage entre les compétences de la fonction publique et celles des entreprises publiques, nous serons toujours attentifs aux initiatives inspirantes au sein des entreprises publiques qui peuvent améliorer les services publics ou la politique du personnel dans les institutions publiques fédérales et vice versa.

ondernemingen, maatschappelijk middenveld, academische wereld, enz.). De focus ligt op deze stakeholders samenbrengen, het wegnemen van obstakels en het aanreiken van bouwstenen om te komen tot geïntegreerde oplossingen.

Het beleid van de overheid wordt gebenchmarkt met Europese landen om best practices te identificeren. Daartoe worden ook intern KPI's in kaart gebracht die onze dienstverlening en de effectiviteit van ons personeelsbeleid meten.

We onderzoeken de mogelijkheden tot samenwerking met andere landen. Op vandaag is een samenwerking op vlak van kennisdeling met Frankrijk nakend. Op het vlak van Europese sociale dialoog voor overheidsinstellingen blijft België een voortrekkersrol spelen. België zit in 2021 – via de FOD BOSA – het Europees comité voor.

De uitbreiding van de mogelijkheden op het vlak van ontwikkelingssamenwerking worden bekeken. Onze overheidsdiensten delen hun kennis met overheidsdiensten in ontwikkelingslanden en bekijken de mogelijkheden tot hergebruik van ons afgeschreven informaticamateriaal voor minderbedeelden of ontwikkelingslanden.

In het kader van onder meer de uitbreiding van het duaal leren en de reoriëntatie van ambtenaren wordt onderzocht welke samenwerkingsverbanden mogelijk zijn met instellingen als VDAB, Actiris en Forem, het onderwijsveld en de private sector.

Om bij te dragen aan een inclusievere samenleving wordt er actief gezocht naar samenwerkingsmogelijkheden met de sociale maateconomie.

Er wordt actief op zoek gegaan naar samenwerkingen met academische experts om de effectiviteit en efficiëntie te ondersteunen in het beleidsvoorbereidend werk en om de resultaten van beleidskeuzes op een wetenschappelijk verantwoorde manier op te volgen.

Tot slot zullen we – vanuit de kansen die het huwelijk tussen de bevoegdheden ambtenarenzaken en overheidsbedrijven biedt – steeds attent zijn voor inspiratieve initiatieven binnen de overheidsbedrijven die de publieke dienstverlening of het personeelsbeleid in de federale overheidsinstellingen kunnen verbeteren en vice versa.

Conclusion

L'ensemble des citoyens et des entreprises belges ont droit à des services publics simples, effectifs et efficaces. Je m'engage à veiller sur les fonctionnaires et surtout à les soulager afin qu'ils puissent relever ce défi. En outre, nous entamerons également la transition vers une Administration fédérale plus durable et nous aborderons le monde extérieur avec un esprit ouvert afin d'apprendre les uns des autres et de nous renforcer mutuellement. Ensemble, nous construirons une Administration au sein de laquelle les fonctionnaires sont fiers de travailler et qui suscite la confiance des citoyens et des entreprises.

II. — ENTREPRISES PUBLIQUES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET POSTE

La crise de la COVID-19 a montré qu'on ne soulignera jamais assez l'importance d'une infrastructure de télécommunications solide. Cette période a accentué la nécessité pour les ménages et les entreprises de disposer de réseaux fiables et efficaces. Nous sommes dès lors aujourd'hui à un momentum: la crise de la COVID-19 a, bien malgré nous, permis à la Belgique, et aux pouvoirs publics en particuliers, de faire un bond technologique de plusieurs années. Du jour au lendemain, les citoyens, les entreprises, les pouvoirs publics, l'ensemble de la société, ont dû interagir de façon digitale pour continuer à travailler, à produire, à rester en contact les uns avec les autres, ...

Nous devons profiter de ce momentum pour moderniser l'économie belge et permettre la transition digitale tant souhaitée par l'Europe et les États membres. Ce défi national ne pourra être relevé que grâce à une coopération étroite avec le Premier ministre, les ministres de l'Économie, des Finances et de la Mobilité et le Secrétaire d'État à la Digitalisation, dans le respect des compétences de chacun. En tant que ministre des Télécommunications, je serai un partenaire constructif dans la réalisation de ces ambitions.

La 5G sera un élément essentiel de la transformation digitale de nos entreprises, aux côtés de l'intelligence artificielle et du big data. En ce sens, la 5G sera cruciale pour stimuler la compétitivité et la productivité de nos industries et constituera un aspect essentiel de la politique de relance. L'implémentation se fera toutefois d'une manière scientifiquement responsable et respectueuse de la santé publique.

Notre rôle est dès lors d'accompagner les entreprises, en particulier les PME, et les citoyens afin de garantir que personne ne sera exclu de cette transition digitale

Conclusie

Alle Belgische burgers en ondernemingen hebben recht op een eenvoudige, effectieve en efficiënte publieke dienstverlening. Ik wil er mij toe engageren om voor de ambtenaren te zorgen en hen vooral ook te ontzorgen zodat zij die uitdaging aan kunnen gaan. Daarnaast maken we ook de omslag naar een duurzamere federale overheid en stappen we met open blik de buitenwereld tegemoet om van elkaar te leren en elkaar te versterken. Samen bouwen we aan een overheid waar ambtenaren fier zijn om ervoor te werken en waar burger en ondernemingen in kunnen vertrouwen.

II. — OVERHEIDSBEDRIJVEN, TELECOM EN POST

Met de covid19-crisis kan het belang van een sterke telecominfrastructuur nog nauwelijks worden overschat. Deze periode heeft de noodzaak voor huishoudens en bedrijven om te kunnen beschikken over betrouwbare en efficiënte netwerken geaccentueerd. Vandaag beleven we daardoor een momentum: de coronacrisis heeft er, zonder ons toedoen, voor gezorgd dat België, en in het bijzonder de overheid, een technologische sprong van meerdere jaren kon maken. Van de ene dag op de andere hebben burgers, bedrijven, overheidsdiensten en de samenleving in haar geheel digitaal moeten interageren om te kunnen blijven werken, produceren, in contact te blijven met elkaar, ...

We moeten dit momentum benutten om de Belgische economie te moderniseren en de door Europa en de lidstaten zo gewenste digitale transitie waar te maken. Deze landelijke uitdaging kunnen we enkel aanpakken door een nauwe samenwerking met de Eerste minister, de ministers van Economie, Financiën en Mobiliteit en de staatssecretaris voor Digitalisering met respect voor éénieders bevoegdheden. Als minister van Telecommunicatie zal ik een constructieve partner zijn binnen deze ambities.

5G zal een essentiële component zijn bij de digitale transformatie van onze bedrijven, naast artificiële intelligentie en big data. In die zin zal 5G cruciaal zijn om de concurrentiekracht en de productiviteit van onze industrieën op te krikken en een wezenlijk onderdeel vormen van het relancebeleid. De implementatie zal evenwel gebeuren op een wetenschappelijk verantwoorde manier met respect voor de volksgezondheid.

Daarom is het onze taak om de bedrijven, in het bijzonder de kmo's, en de burgers te ondersteunen en ervoor te zorgen dat niemand wordt uitgesloten van deze

et que chacun pourra en retirer de nombreux bénéfices. Le télétravail et l'enseignement à distance en sont des illustrations importantes, mais de nouvelles applications émergent également dans d'autres secteurs stratégiques sur la voie de la digitalisation. Il faut maintenir cette nouvelle vitesse en matière de digitalisation. Elle est essentielle pour tous les domaines politiques et en particulier pour réaliser les ambitions dans le domaine de la mobilité ou de l'énergie. La digitalisation permet également de réaliser des ambitions écologiques (il suffit de penser à la réduction du trafic). Dans le secteur des soins de santé et dans la lutte contre la COVID, la digitalisation constitue le levier majeur pour le déploiement en masse des téléconsultations. La Belgique peut et doit participer à cette évolution parce qu'elle améliore l'efficacité et la satisfaction des prestataires de soins de santé, parce qu'elle nous permet d'établir des diagnostics plus rapidement et parce que les patients recherchent la commodité dans une société de plus en plus active.

En tant qu'économie ouverte et digitalisée, la Belgique a tout intérêt à s'engager résolument dans cette voie. En 2020, la Belgique se classe à la 9^e place du classement DESI 2020. Pour certains indicateurs, nous nous situons dans le top 5, pour d'autres, il y a une marge d'amélioration. Notre pays dispose d'atouts majeurs, tels que l'Internet super rapide, des experts dans les domaines de la haute technologie, un enseignement et des entreprises technologiques d'excellence, mais il doit encore investir dans les compétences digitales sur le marché du travail, les diplômés en ICT et les services publics digitaux.

Il y a également une marge d'amélioration dans l'interaction en ligne entre les pouvoirs publics et les citoyens. Seuls 51 % des citoyens belges qui sont connectés utilisent activement les services publics en ligne. La fracture numérique continue à se résorber et dans l'ensemble, l'utilisation des services Internet en Belgique est légèrement supérieure à la moyenne européenne.

Nous veillerons pour les entreprises publiques à concilier les objectifs de compétitivité et d'exemplarité. Dans ce cadre, les entreprises publiques autonomes auront un rôle exemplaire à jouer, entre autres dans le domaine du dialogue social avec le personnel, de la formation continue, de la durabilité et de la diversité, de la gestion des plans de transformation, corporate governance.

Les entreprises publiques contribueront à déterminer la position concurrentielle de notre pays. Elles sont performantes, innovantes, accessibles et mettent le client au premier plan. Elles accorderont une attention particulière à la création d'emplois durables et au développement des connaissances dans notre pays. À cet

digitale transition et que iedereen er voordeel uit trekt. Telewerk en teleonderwijs zijn belangrijke illustraties, maar ook nieuwe toepassingen in andere strategische sectoren surfen mee op de vlucht die de digitalisering nam. Deze nieuwe digitaliseringssnelheid moet worden aangehouden. Ze is essentieel voor alle beleidsdomeinen en in het bijzonder om de ambities waar te maken in het domein van mobiliteit of energie. Ook ecologische ambities (denk alleen al maar aan minder verkeer) kunnen worden gerealiseerd via digitalisering. Vooral in de gezondheidszorg en in de strijd tegen COVID is digitalisering dé grote hefboom om massaal in te zetten op teleconsultaties. België kan en moet meegaan in deze evolutie omdat het zorgverstrekkers efficiënter en tevredener maakt, omdat we zo sneller diagnoses kunnen stellen, en omdat de patiënt in een steeds actievere samenleving op zoek is naar convenience.

België heeft er als open en gedigitaliseerde economie alle belang bij om hier sterk op in te zetten. In 2020 stond België op de 9^{de} plaats in de DESI-rangschikking van 2020. Voor sommige indicatoren staan we in de top 5, voor andere is er ruimte voor verbetering. Onze land bezit belangrijke troeven, zoals onder meer supersnel internet, experten in hoogtechnologische domeinen, uitstekend onderwijs en techbedrijven, maar moet nog investeren in digitale vaardigheden op de arbeidsmarkt, ICT-afgestudeerden en digitale openbare diensten.

Er is ook ruimte voor verbetering op het gebied van de online-interactie tussen overheidsinstanties en burgers. Slechts 51 % van de Belgische inwoners die online zijn, maakt actief gebruik van e-overheidsdiensten. De digitale kloof wordt steeds kleiner en over het algemeen ligt het gebruik van internetdiensten in België iets boven het Europese gemiddelde.

Voor de overheidsbedrijven zullen wij erop toezien dat de vooropgestelde competitiviteit en voorbeeldfunctie met elkaar verzoend kunnen worden. In dit kader, hebben autonome overheidsbedrijven een voorbeeldfunctie, onder andere op het vlak van sociale dialoog met personeel, permanente opleiding, duurzaamheid en, diversiteit, beheer van transformatieplannen, corporate governance.

Overheidsbedrijven bepalen mee de concurrentiepositie van ons land. Ze zijn performant, innovatief, laagdrempelig en stellen de klant centraal. Ze hebben bijzondere aandacht voor het creëren van duurzame tewerkstelling en kennisopbouw in ons land. In deze context zullen we de nodige maatregelen treffen om aan de uitdagingen

égard, nous adopterons les mesures nécessaires, afin de relever les défis et enjeux de ces entreprises, au regard de la réglementation européenne qui s'appliquera à l'horizon 2024. Le gouvernement fédéral adoptera les mesures nécessaires afin d'assurer leurs missions essentielles de services publics. Il étudiera la stratégie et les défis à venir de ces entreprises afin de leur permettre de rester des acteurs essentiels dans le cadre des missions qu'elles assurent.

Les tâches publiques et les exigences minimales des entreprises publiques seront mesurées en détail et fixées dans la législation et les contrats de gestion. Les autorités publiques compétentes disposeront de la capacité de suivi nécessaire. La protection des consommateurs et des PME sera renforcée dans les secteurs où la concurrence est faible.

Les défis auxquels nous sommes confrontés ne peuvent être relevés qu'ensemble. La digitalisation de l'économie est devenue une priorité absolue au niveau européen. L'émergence rapide des innovations et des technologies numériques génère des opportunités particulières pour notre pays. Nous serons un partenaire loyal et constructif de toutes les parties prenantes dans ce processus.

Télécommunications - Partenaire dans la transition digitale

Une infrastructure performante

Le chantier le plus important en termes d'infrastructure est l'évolution vers la 5G. Nous veillerons à rapidement assurer les conditions nécessaires pour créer l'adhésion des parties prenantes, en ce compris les citoyens, à l'introduction de la 5G et au déploiement de la fibre optique. Il sera tenu compte à cet égard des informations scientifiques (y compris les aspects liés à la santé, des aspects liés à la sécurité, de l'impact sur la consommation d'énergie et des compétences des entités fédérées).

En collaboration avec le Secrétaire d'État à la Digitalisation, un plan national haut débit sera élaboré et la mise aux enchères des bandes de fréquences pour la 5G sera organisée.

L'attribution des licences de la 5G est en effet un prérequis pour la transition digitale. Cette technologie offre des possibilités inédites en termes de durabilité dans les activités des entreprises et l'intégration sociale. La stratégie de la Commission européenne intitulée "Connectivity for a European Gigabit Society" inclut un appel à une couverture 5G dans toutes les zones urbaines et une connectivité d'au moins 100 Mbps pour tous les foyers européens d'ici 2025.

en doelstellingen van deze ondernemingen tegemoet te komen in het licht van de Europese regelgeving die tegen 2024 van kracht wordt. De federale regering zal de nodige maatregelen nemen om te voorzien in hun essentiële opdracht van openbare dienst. De regering zal voor deze ondernemingen de strategie en de komende uitdagingen onderzoeken om hen in staat te stellen hun relevantie te behouden binnen de opdrachten waarvoor zij vandaag instaan.

Openbare taken en minimumeisen van overheids-bedrijven worden gedetailleerd gemeten en vastgelegd in wetgeving en sanctioneerbare beheerscontracten. De bevoegde overheidsinstanties beschikken over de nodige opvolgingscapaciteit. In sectoren met weinig concurrentie wordt de bescherming van de consument en kmo's versterkt.

De uitdagingen waar wij voorstaan, kunnen we enkel samen aanpakken. Digitalisering van de economie is een Europese topprioriteit geworden. De snelle opkomst van digitale innovaties en technologieën creëert bijzondere mogelijkheden voor ons land. We zullen ons opstellen als trouwe en constructieve partner van alle stakeholders in dit verhaal.

Telecommunicatie - Partner in de digitale transitie

Een performante infrastructuur

De belangrijkste werf op vlak van infrastructuur is de evolutie naar 5G. Er zal op korte termijn een draagvlak bij de stakeholders, met inbegrip van de burgers, gecreëerd worden voor de invoering van 5G en de uitrol van glasvezel. Daarbij zal rekening gehouden worden met de wetenschappelijke informatie ter zake (incl. gezondheidsaspecten), evenals de veiligheidsaspecten, de impact op het energieverbruik en de bevoegdheden van de deelstaten.

Er zal in samenwerking met de staatssecretaris voor Digitalisering een nationaal breedbandplan opgesteld worden en een veiling van de 5G-frequentiebanden georganiseerd.

De toekenning van de 5G-licenties is immers een voorwaarde voor de digitale transitie. Deze technologie biedt ongekende mogelijkheden voor duurzaamheid in bedrijfsvoering en maatschappelijke integratie. De strategie van de Europese Commissie inzake "connectivity for a European Gigabit Society" behelst een oproep tot 5G-dekking in alle stedelijke gebieden en een connectiviteit van ten minste 100 Mbps voor alle Europese huishoudens in 2025.

Il s'agira également de solliciter les fonds européens existant en la matière, notamment via le CEF (Connecting Europe Facility).

En outre, nous veillerons à ce que - en tenant compte des études (inter)nationales sur la nocivité ou non des effets des rayonnements - le déploiement de la 5G soit conforme aux normes internationales (ICNIRP), en prenant en considération les risques éventuels pour la santé. Les progrès résultant du nouveau réseau 5G devront être évalués à la lumière d'études scientifiques objectives afin de minimiser les risques éventuels pour la santé publique.

Le nouveau réseau 5G sera déployé dans un contexte où la boîte à outils de la Commission européenne pour la sécurité des réseaux 5G est également en cours d'élaboration, afin que nos citoyens mais aussi les entreprises puissent utiliser les réseaux 5G dans notre pays en toute confiance. Les règles de sécurité tiendront également compte du rôle stratégique joué par la Belgique et Bruxelles en matière d'accueil d'organisations internationales.

Nous mènerons des études sur la question des investissements dans les infrastructures mobiles nécessaires pour disposer d'une couverture optimale, sur la zone dite blanche et sur l'approche adoptée par les différents niveaux de compétence en la matière.

Le déploiement des réseaux de fibre optique, l'un des plus importants investissements en Belgique aujourd'hui, constitue la pierre angulaire du développement digital de notre pays. Notre ambition est de disposer le plus rapidement possible d'au moins un réseau de fibre optique qui soit OUVERT et qui puisse être utilisé par tous les citoyens et entreprises belges.

Afin de faciliter son déploiement rapide, de manière à rattraper le retard par rapport aux autres pays européens, nous voulons identifier les facteurs inutiles ou retardants dans les procédures d'autorisation relatives au domaine public, en concertation avec les autorités compétentes, vérifier leur pertinence et les éliminer le cas échéant. Dans le prolongement de la recommandation européenne sur la connectivité récemment publiée, nous examinerons les mesures qui peuvent être prises pour améliorer les conditions d'investissement, en vue d'accélérer le déploiement et la réduction des coûts des réseaux à très haute capacité (fibre optique), d'une part, et de créer un accès à la fréquence 5G favorable aux investissements, d'autre part.

Het is ook de bedoeling om aanspraak te maken op de Europese fondsen die op dit gebied bestaan, in het bijzonder via CEF (Connecting Europe Facility).

Verder zullen we erop toezien dat – met inachtneming van de (inter)nationale studies over al dan niet schadelijke gevolgen van straling – de uitrol van 5G zal moeten voldoen aan de internationale normen (ICNIRP) met aandacht voor eventuele gezondheidsrisico's. De vooruitgang die het nieuwe 5G-netwerk met zich mee zal brengen zal tegen het licht van objectieve wetenschappelijke studies moeten gehouden worden, zodat de eventuele risico's voor de volksgezondheid tot een minimum beperkt kunnen worden.

Het nieuwe 5G netwerk zal uitgerold worden in een context waar de Toolbox van de Europese Commissie inzake 5G en veiligheid eveneens uitgewerkt wordt, zodat onze burgers maar ook de ondernemingen de 5G netwerken in ons land in alle vertrouwen zullen kunnen gebruiken. De veiligheidsvoorschriften zullen ook rekening houden met de strategische rol die België en Brussel spelen in het hosten van internationale organisaties.

We zullen onderzoek voeren naar de problematiek van de investeringen in mobiele infrastructuur noodzakelijk om een optimale dekking te hebben, de zogenaamde witte zone en de benadering vanuit de verschillende bevoegdheidsniveaus hieromtrent.

De uitrol van glasvezelnetwerken, één van de grootste investeringen van het ogenblik in België, is een hoeksteen van de digitale ontwikkeling van ons land. Het is de ambitie om zo snel mogelijk in de uitbouw te voorzien van minstens een glasvezelnetwerk dat OPEN is en door alle Belgische burgers en bedrijven kan worden gebruikt.

Om een spoedige uitrol ervan te faciliteren, zodanig dat de achterstand ten opzichte van andere Europese landen wordt weggewerkt, willen we onnodige of vertragende factoren in de vergunningsprocedures met betrekking tot het openbare domein, in overleg met de bevoegde overheden worden in kaart brengen, ze toetsen op hun relevantie, en waar nodig wegwerken. In het verlengde van de recent gepubliceerde Europese Aanbeveling rond Connectiviteit, zullen we bekijken welke maatregelen genomen kunnen worden om investeringsomstandigheden te verbeteren, gericht op de versnelling van de uitrol en kostenverlaging van netwerken met een zeer hoge capaciteit (glasvezel) enerzijds en anderzijds op de creatie van een investeringsvriendelijke toegang tot het 5G-radiospectrum.

Tous les incitants financiers possibles pour le déploiement et l'adoption de la fibre optique doivent être exploités. Dans le cadre du plan d'investissement interfédéral, une proposition sera donc élaborée et soumise à l'Europe en vue de soutenir notre pays dans la couverture des zones rurales.

Le plan de relance européen "Next Generation EU" offre dans ce domaine d'importantes possibilités que nous ne devons pas manquer.

Une saine concurrence dans la fourniture de réseaux et de services est également essentielle, car elle favorise le bien-être social et le développement économique. La concurrence est également le moteur qui permet d'attirer les investissements nécessaires et durables pour la construction des réseaux mobiles et fixes à très haut débit. Dans son rôle central de régulateur fédéral indépendant dans le secteur des communications électroniques, l'IBPT continuera à superviser le développement de la concurrence sur la base de l'application cohérente d'un cadre juridiquement stable et de la qualité, des prix et des innovations dans le secteur.

La promotion du déploiement une infrastructure performante est l'un des piliers du code des communications électroniques européen. Nous continuerons également à développer les piliers de la promotion de la concurrence et de la protection des intérêts des utilisateurs finaux, conformément à ce code. Une transposition correcte du code des communications électroniques européen dans le droit national est en cours. Un avant-projet de loi a déjà été élaboré et soumis à une consultation publique; il sera présenté au Parlement dès que possible. Ce faisant, nous voulons nous rapprocher le plus possible du texte européen sans pour autant réduire, dans la mesure du possible, la protection du consommateur par rapport à la législation actuelle.

Focus sur la sécurité des données

En matière de sécurité des infrastructures télécoms, outre les questions liées à la cybersécurité, il conviendra également de finaliser le plan de crise dans le secteur des télécommunications, élaboré par les autorités publiques compétentes (SPF Économie, IBPT, Centre de crise, CCB...).

Enfin, en collaboration avec le ministre de l'Économie, le ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME et le Secrétaire d'État à la Digitalisation, il conviendra également de sensibiliser les entreprises à la nécessité pour chacune d'entre elles, petites ou grandes, d'avoir un plan digital interne. Un accent particulier sera

Alle mogelijke financiële incentives voor de uitrol en uptake van glasvezel moeten worden aangeboord. In het kader van het interfederaal investeringsplan zal daarom een voorstel uitgewerkt worden en voorgelegd bij Europa om ons land te ondersteunen bij de bedekking van rurale gebieden.

Het Next Generation plan van Europa biedt op dit vlak belangrijke opportuniteiten die we niet onbenut mogen laten.

Ook een gezonde concurrentie in de levering van netwerken en diensten is essentieel, dit bevordert het maatschappelijk welzijn en de economische ontwikkeling. Concurrentie is ook de motor voor het aantrekken van de nodige en duurzame investeringen voor de aanleg van de mobiele en vaste ultrasnelle breedband netwerken. Het BIPT zal in zijn centrale rol als de onafhankelijke federale regulator in de sector van de elektronische communicatie verder toezien op de ontwikkeling van de concurrentie op basis van de consistente toepassing van een juridisch stabiel kader en op basis van de kwaliteit, prijzen en innovaties in de sector.

Het bevorderen van de uitrol van performante infrastructuur is één van de pijlers van het Europees Wetboek voor elektronische communicatie. We zullen ook de pijlers van het bevorderen van de concurrentie en van het beschermen van de belangen van de eindgebruikers verder uitbouwen, overeenkomstig dat Wetboek. Een correcte omzetting van het Europese Wetboek voor elektronische communicatie in het nationale recht komt eraan. Een voorontwerp van wet werd inmiddels uitgewerkt en aan een publieke consultatie voorgelegd en zal zo snel mogelijk aan het Parlement worden voorgelegd. Daarbij streven we ernaar zo dicht mogelijk bij de Europese tekst aan te sluiten zonder evenwel de bescherming van de consument te verminderen t.o.v. de huidige wetgeving, waar mogelijk.

Focus op veiligheid van de gegevens

Wat de beveiliging van telecominfrastructuren betreft, zal het naast de problematiek van de cyberveiligheid, ook nodig zijn om het crisisplan voor de telecomsector opgesteld door de bevoegde overheden (FOD Economie, BIPT, crisiscentrum, CCB...), te finaliseren.

Verder zal het, in samenwerking met de minister van Economie, de minister van Middenstand, Zelfstandigen en kmo's en de Staatssecretaris voor Digitalisering, ook nodig zijn om bedrijven te sensibiliseren over de noodzaak voor elk van hen (zowel kleine als grote ondernemingen), om over een intern digitaal plan te beschikken. Specifieke

porté aux secteurs de niche afin que la Belgique reste à l'avant-garde technologique.

Le SPF Économie réalisera également une campagne de communication relative à la préparation à une crise à destination des entreprises (y compris des PME).

La confiance dans l'environnement digital doit être renforcée. Dans le contexte international, nous plaiderons en faveur d'un système cohérent de protection des données de télécommunications afin que l'utilisateur final puisse avoir autant confiance dans les nouvelles formes de communication que dans les services offerts par les opérateurs de télécommunications traditionnels. Toute initiative visant à soumettre les fournisseurs de nouveaux services de communication aux mêmes normes de protection de la vie privée peut compter sur notre soutien.

Au niveau européen également, un soutien sera apporté à toutes les initiatives qui garantissent que les entreprises européennes ne sont pas menacées par des groupes étrangers dominants qui ne respectent pas ou respectent moins les conditions juridiques en matière de concurrence, de vie privée et de droits humains.

Un plan d'action sera élaboré en concertation avec les collègues de l'Intérieur et de la Justice et le Premier ministre contre toutes les formes de cyberabus et de cybercriminalité. Suite à l'arrêt de la Cour européenne de Justice du 06/10/2020 concernant la conservation des données relatives au trafic par les opérateurs, les dispositions correspondantes de la loi sur les télécommunications devront être adaptées. (Il convient de garder à l'esprit que les autorités judiciaires continueront à pouvoir poursuivre les infractions et que les services de renseignement et de sécurité pourront garantir la sécurité nationale du pays. En outre, une attention particulière sera accordée au déploiement sûr de la technologie 5G par les opérateurs, compte tenu des risques que peuvent présenter certains fabricants de ces équipements ou services).

Pour soutenir la stratégie fédérale en matière de données, nous soutenons les initiatives visant à développer de nouvelles infrastructures sur le cloud qui facilitent le partage des données entre les entreprises et le secteur public, tout en respectant les normes européennes en matière de protection et de sécurité des données.

nadruk dient gelegd te worden op de nichesectoren, zodat België in de technologische voorhoede blijft.

De FOD Economie zal daarnaast een communicatiecampagne voeren over het zich voorbereiden op een crisis die gericht is op de ondernemingen (inclusief de kmo's).

Het vertrouwen in de digitale omgeving moet worden vergroot. In de internationale context zullen we pleiten voor een coherent systeem van bescherming van telecomgegevens zodat de eindgebruiker evenveel vertrouwen kan krijgen in nieuwe vormen van communicatie als in de diensten aangeboden door de klassieke telecomoperatoren. Ieder initiatief dat aanbieders van nieuwe communicatiediensten aan dezelfde normen inzake bescherming van privacy onderwerpt, kan op onze steun rekenen.

Ook op Europees vlak zal steun verleend worden aan alle initiatieven die ervoor zorgen dat de Europese ondernemingen niet worden bedreigd door buitenlandse dominante groepen die de juridische voorwaarden inzake mededinging, privacy en mensenrechten niet of minder respecteren.

In overleg met de collega's van Binnenlandse zaken en Justitie en de Premier zal een actieplan opgemaakt worden tegen alle vormen van cybermisbruik- en criminaliteit. Naar aanleiding van het arrest van het Europees hof van Justitie van 06/10/2020 betreffende de bewaring van verkeersgegevens door de operatoren zullen de desbetreffende bepalingen van de telecomwet dienen te worden aangepast. (Er dient hierbij te worden gelet dat de gerechtelijke autoriteiten in staat zullen blijven om strafbare feiten te vervolgen en dat de inlichtingen- en veiligheidsdiensten de nationale veiligheid van het land kunnen waarborgen. Daarnaast zal bijzondere aandacht worden besteed aan de veilige inzet van 5G-technologie door de operatoren, gezien de risico's die sommige fabrikanten van deze apparatuur of diensten mogelijk kunnen vormen.).

Ter ondersteuning van de federale datastrategie steunen we initiatieven om nieuwe cloudinfrastructuren te ontwikkelen die het delen van data tussen bedrijven en de openbare sector faciliteren, met inachtneming van Europese standaarden inzake gegevensbescherming en veiligheid.

Personne n'est laissé de côté

En matière de compétences numériques, bien que la Belgique se classe très légèrement au-dessus de la moyenne européenne, nous connaissons un besoin élevé de travailleurs qualifiés.

La situation est d'autant plus préoccupante pour les PME qu'elles ne peuvent pas offrir à ces profils rares des conditions aussi attractives que celles que pourraient leur offrir de grandes entreprises ou d'autres États. Ceci peut clairement constituer un frein à la capacité des entreprises belges à innover et à saisir les opportunités offertes par la digitalisation ainsi qu'un frein en matière de capacités pour la Belgique à se positionner en matière de cybersécurité, d'intelligence artificielle, de big data, ...

Afin de répondre à ce constat, notre première action sera de doter la Belgique d'un nouveau Plan Digital Belgium, actualisant le plan initié sous l'ancienne législature. Il importera d'y associer tous les acteurs tant publics que privés de la transition digitale.

Il faudra également travailler d'urgence sur un plan pour augmenter les compétences numériques des Belges et des travailleurs. Ainsi conformément à l'accord de gouvernement, nous devons également travailler à un plan d'action visant l'amélioration des compétences numériques des citoyens, en vue de réduire la fracture numérique. On a vu en effet que la digitalisation intense des services pendant la crise de la COVID-19 entraînait malheureusement l'exclusion de certaines personnes, en particuliers les personnes âgées peu au fait des nouvelles technologies.

Par ailleurs, constatant la pénurie constante de main d'œuvre qualifiée dans le secteur digital (STEM/ICT) ainsi que le faible taux de filles et de femmes impliquées dans ce secteur, la Belgique a signé le 9 avril 2019 la déclaration "Women in Digital".

En signant la déclaration 2019, la Belgique s'est notamment engagé à élaborer une stratégie nationale et intersectorielle, à lutter contre les clichés dans les media, à organiser un évènement annuel, à produire des statistiques, ...

En Belgique, Agoria a précisé qu'à politique inchangée, 584 000 emplois ne pourront pas être pourvus d'ici à 2030 pour une valeur ajoutée de 60 milliards d'euros et 310 000 travailleurs devraient se reconverter d'ici à 2030 pour éviter une perte d'emploi équivalente à 35 milliards d'euros. Ce sont donc près de 95 milliards d'euros

Niemand blijft achter

Wat de digitale vaardigheden betreft, ligt België weliswaar iets boven het Europese gemiddelde, maar er is duidelijk een hoge nood aan geschoolde werknemers.

De situatie is des te zorgwekkender voor kmo's, aangezien zij die zeldzame profielen geen even aantrekkelijke condities kunnen bieden als de grote ondernemingen of andere staten. Dit kan duidelijk het vermogen van Belgische bedrijven aantasten om te innoveren en de opportuniteiten aan te grijpen die de digitalisering biedt, evenals het vermogen van België om zich te positioneren op het vlak van cyberveiligheid, artificiële intelligentie, big data, enz.

Als antwoord op deze vaststelling ga ik, samen met de Staatsecretaris voor Digitalisering een nieuw Digital Plan Belgium opstellen, waarbij het onder de vorige legislatuur gestarte plan geactualiseerd zal worden. Het zal van belang zijn om hier alle actoren van de digitale transitie, zowel publieke als private, bij te betrekken.

Ook zal dringend gewerkt moeten worden aan een plan om de digitale vaardigheden van de Belgen en de werknemers te vergroten. In overeenstemming met het regeerakkoord moeten we dus werken aan een actieplan om de digitale vaardigheden van burgers te verbeteren, teneinde de digitale kloof te verkleinen. We hebben gezien dat de intensieve digitalisering van diensten tijdens de coronacrisis helaas geleid heeft tot de uitsluiting van sommige mensen, in het bijzonder de ouderen die weinig kennis hebben over nieuwe technologieën.

Anderzijds heeft België, dat het voortdurende tekort aan geschoolde werknemers in de digitale sector (STEM/ICT) en het lage percentage meisjes en vrouwen werkzaam in deze sector vaststelde, op 9 april 2019 de verklaring "Women in Digital" ondertekend.

Met de ondertekening van de verklaring van 2019 verbond België zich er in het bijzonder toe een nationale en intersectorale strategie te ontwikkelen, clichés in de media te bestrijden, een jaarlijks evenement te organiseren, statistieken te produceren, ...

In België wees Agoria erop dat bij ongewijzigd beleid tegen 2030 584 000 banen niet zullen kunnen worden ingevuld voor een toegevoegde waarde van 60 miljard euro en dat 310 000 werknemers tegen 2030 zouden moeten worden omgeschoold om een verlies van 35 miljard euro aan banen te voorkomen. Het gaat dus om

(16,5 % du PIB de la Belgique) qui pourraient être en jeu d'ici à 2030.

Compte tenu de l'impact économique considérable, le SPF Économie a coordonné les travaux permettant d'élaborer une stratégie nationale et intersectorielle "Women in Digital". À cet effet, plusieurs réunions d'un groupe de travail intersectoriel (membres issus des secteurs publics fédéraux, régionaux et communautaires, des milieux académiques, associatifs et privés) ont permis de dégager un premier projet de stratégie nationale. Il conviendra de faire adopter ce plan d'action tant au niveau fédéral qu'au niveau régional compte tenu de la transversalité des mesures à prendre.

L'approche en matière de protection des consommateurs repose sur deux axes, d'une part l'accroissement de la transparence pour le consommateur afin qu'il puisse faire son choix en toute connaissance de cause, et d'autre part le maintien au plus bas niveau possible du seuil de passage d'un opérateur à l'autre. En collaboration avec le Secrétaire d'État à la Digitalisation et la Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs, cette approche sera approfondie dans les années à venir.

La création d'une infrastructure solide et de la concurrence doit également aller de pair avec des processus qui permettent aux utilisateurs finaux de changer d'opérateur facilement, de manière fluide et en toute confiance. Nous étudierons le rapport de l'IBPT sur l'évaluation d'Easy Switch en 2019/2020 et tiendrons compte des recommandations du régulateur qui nous permettront de mieux atteindre cet objectif concernant le changement de service Internet, de service de télévision et de bouquets de services.

La principale innovation est le lancement au printemps du comparateur automatique de prix. Désormais, chaque citoyen peut trouver l'offre la plus appropriée sur le marché en fonction de son profil actuel. En outre, l'IBPT a complété son portail de données par un aperçu des statistiques les plus importantes du marché des télécommunications, conformément à la promotion fédérale de l'approche des données ouvertes (open data).

Les différents outils de l'IBPT (comparateur de prix, baromètre de qualité, cartes Atlas mobiles et fixes, etc.) ne sont pas encore suffisamment connus. C'est pourquoi l'IBPT a lancé une campagne d'information à l'automne. L'IBPT est invité à poursuivre cette campagne d'information au cours des prochaines années.

L'accord de gouvernement prévoit une réforme du système des tarifs sociaux. Une rencontre sera organisée avec toutes les parties concernées, en concertation avec les ministres et les secrétaires d'État compétents,

bijna 95 miljard euro (16,5 % van het bbp van België) die tegen 2030 op het spel zouden kunnen staan.

Gezien de aanzienlijke economische impact heeft de FOD Economie de werkzaamheden voor de ontwikkeling van een nationale en intersectorale strategie "Women in Digital" gecoördineerd. In dit kader kon er een eerste nationale strategieontwerp opgesteld worden na meerdere vergaderingen van een intersectorale werkgroep (leden uit de federale, gewestelijke en gemeenschaps-overheden, uit de academische en privé wereld, en de verenigingssector). Dit actieplan moet zowel op federaal als regionaal niveau worden goedgekeurd, gezien het transversale karakter van de te nemen maatregelen.

De aanpak op vlak van consumentenbescherming situeert zich op twee assen, enerzijds de transparantie voor de consument verhogen zodat hij/zij met kennis van zaken zijn keuze kan maken en anderzijds de drempel voor het overstappen van de ene operator naar de andere operator zo laag mogelijk houden. In samenwerking met de Staatssecretaris voor Digitalisering en de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming wordt deze aanpak verder uitgediept de komende jaren.

De creatie van sterke infrastructuur en concurrentie moet ook gepaard gaan met processen die het de eindgebruikers toelaten om gemakkelijk, vlot en met vertrouwen van operator te veranderen. We zullen het verslag van het BIPT betreffende de evaluatie van Easy Switch in 2019/2020 onderzoeken en de aanbevelingen van de regulator ter harte nemen die toelaten om deze doelstelling beter te realiseren ten aanzien van overstappen van internetdienst, tv-dienst en bundels van diensten.

De belangrijkste vernieuwing is de lancering in het voorjaar van de automatisch prijsvergelijker. Nu kan iedere burger op basis van zijn huidig profiel het meest geschikte aanbod op de markt terugvinden. Daarnaast heeft het BIPT haar dataportaal verder aangevuld met een overzicht van de belangrijkste statistieken van de telecommarkt in lijn met de federale promotie voor de open data aanpak.

De verschillende BIPT instrumenten (prijsvergelijker, kwaliteitsbarometer, mobiele en vaste Atlas kaarten, enz.) zijn nog onvoldoende bekend. Vandaar dat het BIPT in het najaar gestart is met een infocampagne. Aan het BIPT wordt gevraagd ook de volgende jaren deze informatiecampagne te zetten.

Het regeerakkoord stelt een herziening van het systeem van sociale tarieven in het vooruitzicht. Er wordt in overleg met de bevoegde ministers en staatssecretarissen en met alle betrokken partijen samengezeten om

afin d'évaluer le système actuel de tarifs sociaux quant à sa pertinence pour l'avenir et d'examiner en détail les scénarios alternatifs possibles. La crise de la COVID-19 a révélé de nouvelles vulnérabilités, temporaires ou non. Les cours en ligne ne peuvent fonctionner que si un nombre suffisant de PC est disponible. Nous examinerons comment nous pouvons inciter les écoles à identifier les besoins dans ce domaine et à fournir le matériel nécessaire au bon endroit, en concertation avec les régions. Cela offre les meilleures garanties en termes d'orientation correcte des ressources par rapport aux besoins, avec le plus haut degré de protection pour les personnes concernées. Nous examinerons si les ressources européennes peuvent être mobilisées pour ce pilier de l'inclusion sociale.

Afin de saisir les opportunités économiques actuelles qui sont offertes, notamment sur le plan de l'Intelligence Artificielle, il importe également que la Belgique se dote d'une réelle stratégie nationale sur l'Intelligence Artificielle qui consacre notre capacité d'innovation tout en protégeant nos citoyens et nos entreprises contre les effets secondaires indésirables. L'IA constitue une technologie disruptive qui aura un impact considérable sur l'évolution de l'économie et de la société numériques. La croissance exponentielle des données numériques combinée à la puissance de calcul des ordinateurs font que l'IA est entrée dans une nouvelle ère qui permet d'entrevoir des perspectives extrêmement favorables pour le développement de cette technologie et son implémentation dans de très nombreux secteurs de l'économie et de la société.

La division "Télécommunication et société de l'information" du SPF Économie a d'ores et déjà travaillé sur une telle stratégie en collaboration avec les administrations européennes et régionales. Conjointement avec le ministre de l'Économie et le Secrétaire d'État à la Digitalisation, je proposerai de faire valider cette stratégie par les gouvernements fédéral et régionaux afin de la concrétiser dans un véritable plan d'action national. Là également, il conviendra d'accompagner les entreprises mais aussi le secteur académique à solliciter les financements européens existant, notamment dans le cadre du Digital Europe Programme (DEP).

Les PME et les start-ups constituent un enjeu fondamental pour le développement de l'économie numérique et ce, à double titre: ce sont principalement des start-ups qui sont à l'origine des principales innovations numériques mais dans le même temps, les PME accusent en moyenne un certain retard dans l'implémentation des technologies numériques.

Conjointement avec mon collègue chargé de la digitalisation, je vais élaborer un plan d'action pour permettre

het huidige systeem van sociale tarieven te beoordelen op zijn relevantie voor de toekomst en mogelijke alternatieve scenario's grondig te evalueren. De Covid19 crisis heeft nieuwe al dan niet tijdelijke kwetsbaarheden aan de oppervlakte gebracht. Online onderwijs kan slechts werken als er voldoende PC's beschikbaar zijn. We zullen kijken hoe we de scholen kunnen inschakelen om de noden op dit vlak te identificeren en het nodige materiaal op de juiste plaats te krijgen, in samenspraak met de regio's. Dit biedt de beste garanties op het vlak van juiste oriëntering van de middelen naar de behoeften, met de hoogste graad van bescherming van de betrokkenen. We zullen nagaan of Europese middelen kunnen aangesproken worden voor deze pijler van sociale inclusie.

Om de huidige economische opportuniteiten, in het bijzonder op het vlak van Artificiële Intelligentie, die zich aanbieden aan te grijpen, is het ook belangrijk dat België een werkelijke nationale strategie inzake Artificiële Intelligentie uitwerkt die onze innovatiekracht onderschrijft en tegelijk onze burgers en ondernemingen beschermt tegen ongewenste neveneffecten. AI is een disruptieve technologie die een aanzienlijke impact zal hebben op de evolutie van de digitale economie en samenleving. Door de exponentiële groei van digitale data gecombineerd met de computerrekenkracht is AI een nieuw tijdperk ingegaan, wat uiterst gunstige vooruitzichten biedt voor de ontwikkeling van deze technologie en de implementatie ervan in vele sectoren van de economie en de samenleving.

De afdeling "Telecommunicatie en Informatie-maatschappij" van de FOD Economie heeft reeds aan een dergelijke strategie gewerkt in samenwerking met de Europese en regionale overheden. Samen met de minister van Economie en de Staatssecretaris voor Digitalisering, ga ik voorstellen deze strategie te laten goedkeuren door de federale en regionale regeringen om ze in een echt nationaal actieplan om te zetten. Ook hier moeten de bedrijven en de academische sector gesteund worden om naar de bestaande Europese financieringen te zoeken, in het bijzonder in het kader van het Digital Europe Programme (DEP).

De kmo's en startups staan centraal in de ontwikkeling van de digitale economie om twee redenen: het zijn vooral startups die achter de belangrijkste digitale innovaties zitten, maar tegelijkertijd lopen kmo's gemiddeld achter bij de implementatie van digitale technologieën.

Samen met mijn collega belast met Digitalisering, ga ik een actieplan opstellen om de bedrijven, in het

aux entreprises, en particulier aux PME, de passer au commerce électronique. La crise de la COVID-19 a entraîné une augmentation des achats en ligne par les Belges, il convient que les entreprises belges se positionnent plus fortement sur ce segment, face aux acteurs étrangers, et en tirent également bénéfice. Le plan d'action intégrera une approche globale et une analyse des nombreux aspects (législation du travail, aménagement du territoire, etc.) auxquels les entreprises actives dans le commerce électronique sont confrontées afin d'optimiser davantage l'écosystème de l'e-commerce en Belgique et de le rendre concurrentiel par rapport à nos pays voisins.

Il conviendra dès lors de prévoir un cadre juridique adapté au commerce électronique, aux nouvelles technologies et aux nouveaux acteurs économiques.

À cet égard, nous suivrons étroitement les travaux relatifs au "Digital Single Act package" (DSA), destinés notamment à adapter la directive e-commerce datant de 2000 aux réalités économiques et techniques actuelles, avec une attention particulière portée sur le principe du pays d'origine, sur le régime de responsabilité et la collaboration des intermédiaires ainsi que l'élaboration de mesures concernant les plateformes jouant le rôle de "gatekeepers" (ou "portiers des médias").

Au sein du gouvernement, nous suivrons également les travaux relatifs à une taxation des services numériques en privilégiant si possible un accord international. En concertation avec le ministre de la Mobilité, nous veillerons également à ce que ce développement de l'e-commerce puisse se faire de manière écologiquement responsable.

La crise de la COVID-19 a poussé de nombreux acteurs publics et privés à accélérer leur processus de digitalisation, en recourant notamment à des services de confiance qualifiés afin d'assurer un maximum de sécurité juridique.

Dans ce contexte, il a lieu de prendre au niveau fédéral les décisions adéquates en vue d'inviter chaque administration à assurer l'utilisation et la mise à disposition de services de confiance qualifiés, et inviter les entités fédérées à suivre le même mouvement. En ce sens, nous examinerons si la mise en place d'une plateforme fédérale mutualisée d'archivage électronique qualifié peut offrir une valeur ajoutée.

Il conviendra également de suivre les travaux européens de révision du règlement eIDAS 910/2014, notamment sur la mise en place d'une eID européenne

bijzonder de kmo's, in staat te stellen over te schakelen op de elektronische handel. De coronacrisis heeft tot een toename van de online aankopen door de Belgen geleid. De Belgische bedrijven moeten een sterkere positie in dit segment innemen tegenover de buitenlandse spelers, en hieruit ook voordeel halen. Het actieplan zal een globale aanpak en analyse van de talrijke aspecten (arbeidswetgeving, ruimtelijke ordening, ...) omvatten waarmee de bedrijven actief in elektronische handel geconfronteerd worden de teneinde het e-commerce ecosysteem in België verder te optimaliseren en concurrentieel te maken t.o.v. onze buurlanden.

Er moet daarom een juridisch kader gecreëerd worden dat geschikt is voor de elektronische handel, de nieuwe technologieën en de nieuwe economische actoren.

In dit verband zullen wijde werkzaamheden m.b.t. het "Digital Services Act package" (DSA) van dichtbij volgen, die beoogt de e-Commerce richtlijn daterend van 2000 aan te passen aan de huidige economische en technische realiteiten, met een bijzondere aandacht voor het oorsprongslanbeginsel, de aansprakelijkheidsregeling en de samenwerking van tussenpersonen, alsook ontwikkeling van maatregelen met betrekking tot de platformen die als gatekeepers optreden.

Binnen de schoot van de regering zullen we ook de werkzaamheden m.b.t. een belastingheffing op digitale diensten opvolgen, waarbij we, indien mogelijk, prioriteit geven aan een internationale overeenkomst. In samenwerking met de minister voor Mobiliteit zullen wij er daarnaast ook op toezien dat deze toename van e-commerce op een ecologisch verantwoorde manier kan gebeuren.

De coronacrisis heeft ook veel publieke en private actoren ertoe aangezet hun digitaliseringsproces te versnellen, onder meer door het gebruik van gekwalificeerde vertrouwensdiensten om een maximale rechtszekerheid te waarborgen.

In deze context moeten er op federaal niveau passende beslissingen genomen worden om elke administratie uit te nodigen om ervoor te zorgen dat gekwalificeerde vertrouwensdiensten ter beschikking worden gesteld en worden gebruikt en de federale deelstaten uit te nodigen om dezelfde weg in te slaan. In die zin zullen we onderzoeken of de oprichting van een gedeeld federaal platform voor gekwalificeerde elektronische archivering meerwaarde kan bieden.

Het zal ook nodig zijn om de Europese werkzaamheden met betrekking tot de herziening van de verordening eIDAS 910/2014 te volgen, in het bijzonder over

susceptible de concurrencer les identifications proposées par les prestataires outre-Atlantique (identification Facebook, Google ou autres).

Cela se fera en collaboration avec le ministre de l'Économie, qui est également compétent pour ces importantes adaptations juridiques.

Pour mener à bien ces projets ambitieux, la division "Télécommunication et société de l'information" du SPF Économie devra être rapidement renforcée, afin que la Belgique dispose enfin d'une administration en charge des télécommunications.

Enfin, il importe de mesurer l'efficacité des mesures entreprises, c'est pourquoi nous veillerons à ce que le baromètre de la société de l'information, publié chaque année par le SPF Économie, reprenne le suivi des mesures adoptées.

Toutes ces mesures, associées à une étroite collaboration avec les entités fédérées, devraient ainsi permettre à la Belgique de réussir sa transition digitale vers une société plus performante et inclusive.

Entreprises publiques

Nous soutiendrons pleinement le rôle exemplaire des entreprises publiques autonomes dans le domaine du dialogue social avec le personnel, de la formation continue, de la durabilité et de la diversité, de la gestion des plans de transformation et de la corporate governance.

Les entreprises publiques sont performantes, innovantes, accessibles et mettent le client au premier plan. Nous prendrons les mesures nécessaires pour leur permettre de remplir leurs missions essentielles de services publics afin que le service continue à répondre aux besoins de chaque citoyen.

Les tâches publiques et les exigences minimales des entreprises publiques seront mesurées en détail et fixées dans la législation et les contrats de gestion que nous concluons avec chaque entreprise publique. Les autorités publiques compétentes disposeront de la capacité de suivi nécessaire. La protection des consommateurs et des PME sera renforcée dans les secteurs où la concurrence est faible. En ce qui concerne la législation relative aux services postaux, les adaptations nécessaires seront apportées dans les arrêtés d'exécution de la nouvelle loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux qui n'ont pas encore été adaptés à cette loi.

de oprichting van een Europees eID die zou kunnen concurreren met de identificaties die dienstverleners aan de andere zijde van de Atlantische Oceaan bieden (Facebook, Google, enz.).

Dit zal gebeuren in samenwerking met de minister van economie ook bevoegd voor die belangrijke wettelijke aanpassingen.

Om deze ambitieuze projecten te realiseren, zal de algemene afdeling "Telecommunicatie en informatiemaatschappij" van de FOD Economie snel moeten worden versterkt, waardoor België eindelijk een administratie zal hebben die belast is met telecommunicatie.

Ten slotte is het ook belangrijk om de effectiviteit van de genomen maatregelen te meten. Daarom zullen we ervoor zorgen dat de monitoring van de genomen maatregelen wordt opgenomen in de barometer van de informatiemaatschappij die jaarlijks door de FOD Economie wordt gepubliceerd.

Al deze maatregelen, in combinatie met een nauwe samenwerking met de gefedereerde entiteiten, moeten toelaten dat België slaagt in zijn digitale transitie naar een efficiëntere en inclusievere samenleving.

Overheidsbedrijven

De voorbeeldfunctie van autonome overheidsbedrijven op vlak van sociale dialoog met personeel, permanente opleiding, duurzaamheid en, diversiteit, beheer van transformatieplannen, corporate governance zullen we voluit ondersteunen.

Overheidsbedrijven zijn performant, innovatief, laagdrempelig en stellen de klant centraal. We zullen de nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat zij kunnen voorzien in hun essentiële opdracht van openbare dienst zodat de dienstverlening op maat van elke burger kan blijven uitgebouwd.

Openbare taken en minimumeisen van overheidsbedrijven worden gedetailleerd gemeten en vastgelegd in wetgeving en sanctioneerbare beheerscontracten die we met elk overheidsbedrijf zullen afsluiten. De bevoegde overheidsinstanties beschikken over de nodige opvolgingscapaciteit. In sectoren met weinig concurrentie wordt de bescherming van de consument en kmo's versterkt. Betreffende de postale wetgeving zullen de nodige aanpassingen aangebracht worden in de uitvoeringsbesluiten ter uitvoering van de nieuwe postwet van 26 januari 2018 de welke nog niet zijn aangepast aan deze wet.

Conformément à l'accord de gouvernement, nous veillerons à ce que les participations financières de l'État soient centralisées au sein de la Société fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI), afin de professionnaliser l'actionnariat des différentes entreprises dans lesquelles l'État belge participe.

En ce qui concerne Proximus, nous garantissons que l'entreprise pourra rester garante d'un développement économique durable, d'innovation et d'une politique du personnel responsable, inclusive et axée sur le développement des compétences de tous les collaborateurs et de l'ensemble des parties prenantes. À cette fin, la possibilité de moderniser les dispositions de la loi de 1991 est à l'étude.

Proximus est un acteur important du développement des télécommunications et du numérique. À cet égard, elle jouera un rôle important dans le développement du réseau de fibre optique pour garantir un déploiement plus rapide et plus efficace et répondre aux besoins des foyers et des entreprises.

Fin 2016, Proximus annonçait un investissement à long terme de plusieurs milliards en vue de déployer son réseau fibre ultrarapide dans toute la Belgique. Au début de cette année, Proximus a décidé d'étendre et d'accélérer fortement son programme fibre. Jusqu'à 4,2 millions de foyers et d'entreprises pourront ainsi être raccordés à la fibre, soit une couverture d'environ 70 %. En tant que ministre, je veillerai à ce que les investissements qui ont été fixés dans son réseau de fibre optique et dans le réseau 5G soient effectivement réalisés, en gardant toujours à l'esprit le rôle majeur et primordial que l'entreprise devra jouer dans ce domaine. Lorsque cela s'avère nécessaire, une concertation se tiendra avec les régions.

En ce qui concerne Bpost, nous constatons une évolution considérable des services au cours des dernières années. Le volume de courrier a considérablement diminué ces dernières années, tandis que l'e-commerce se développe à un rythme toujours plus rapide. L'avenir de Bpost en tant que fournisseur du service postal universel, en tant que livreur de colis et en tant qu'entreprise active dans la logistique de l'e-commerce est étroitement lié aux conditions d'une transition en douceur vers les nouveaux besoins des clients et des citoyens. Les études de l'IBPT qui définissent les nouveaux besoins des services postaux peuvent, en tant que base et expertise, aider à adapter le cadre législatif du secteur postal et permettre aux opérateurs postaux d'adapter leurs produits et services de manière plus optimale aux souhaits du client et de les remplir de manière durable.

Overeenkomstig het regeerakkoord zorgen we ervoor dat de financiële participaties van de overheid zullen worden gecentraliseerd bij overheidsbedrijf Federale Participatie en Investeringsmaatschappij (FPIM), dit om het aandeelhouderschap van de diverse bedrijven waarin de Belgische overheid participeert te professionaliseren.

Wat betreft Proximus, waarborgen we dat Proximus kan blijven instaan voor een duurzame economische ontwikkeling voor innovatie en voor een verantwoordelijk en inclusief personeelsbeleid dat zich toespitst op de competentieontwikkeling van alle medewerkers en stakeholders. Daartoe wordt onderzocht of de bepalingen van de wet 1991 kunnen worden gemoderniseerd.

Proximus is een belangrijke speler in de ontwikkeling van de telecommunicatie en de digitale omgeving. Daarom zal het een grote rol spelen bij de ontwikkeling van het glasvezelnetwerk met het oog op een snellere en efficiëntere uitrol en om tegemoet te komen aan de behoeften van gezinnen en ondernemingen.

Proximus kondigde einde 2016 een miljardeninvestering aan op lange termijn om het supersnelle fibernetwerk uit te rollen in heel België. Eerder dit jaar besliste Proximus een aanzienlijke versnelling en uitbreiding van zijn fiberprogramma te realiseren. Dankzij deze uitbreiding zullen 4,2 miljoen woningen en bedrijven kunnen worden aangesloten op fiber, wat neerkomt op een fiberdekking van ongeveer 70 %. Als minister zal ik erop toezien dat de vooropgestelde investeringen in haar glasvezelnetwerk en het 5G-netwerk effectief uitgevoerd zullen worden, steeds voor ogen houdend de grote en primordiale rol dat het bedrijf hierin zal dienen te spelen. Waar nodig wordt overleg gepleegd met de regio's.

Wat betreft Bpost, stellen we vast dat de dienstverlening van Bpost de voorbije jaren flink is geëvolueerd. De volumes voor brievenpost kennen een belangrijk daling de voorbije jaren, terwijl e-commerce een steeds hogere vlucht neemt. De toekomst van Bpost als leverancier van de universele postdienst, als pakjesbezorger en als onderneming actief in de e-commerce logistiek is nauw verbonden met de voorwaarden voor een soepele overgang naar de nieuwe behoeften van klanten en burgers. Studies van het BIPT die de gewijzigde behoeften van postdiensten in kaart brengen, kunnen als basis en expertise helpen om het wetgevend kader van de postsector hieraan aan te passen en de postoperatoren in staat stellen om hun producten en diensten op een meer optimale manier af te stemmen op de wensen van de klant en op duurzame wijze in te vullen.

Tout d'abord, nous attendons une durabilité économique. Cela signifie qu'une entreprise publique obtient des résultats qui lui permettent de fonctionner de manière saine, stable et tournée vers l'avenir, avec des ressources financières propres suffisantes pour réaliser les investissements nécessaires pour résister à l'épreuve du temps. Il en sera tenu compte dans le contrat de gestion avec bpost.

Par ailleurs, nous attendons d'une entreprise publique qu'elle mette en place des produits et des services qui permettent à nos entrepreneurs, petits et grands, de se développer et d'atteindre des clients dans un monde qui se digitalise rapidement. Le confinement survenu au printemps dernier a montré qu'il est nécessaire pour de nombreux entrepreneurs - y compris ceux qui sont principalement actifs localement - d'être actifs en ligne afin de maintenir la connexion avec leurs clients. En outre, le commerce de proximité ne contribue pas seulement à la relance économique, il réduit aussi l'empreinte écologique et garantit l'emploi local. Nous attendons par conséquent de bpost et d'autres entreprises publiques qu'elles développent des services et des produits qui permettent à nos entreprises de lancer et gérer leur propre webshop, depuis la commande jusqu'à la livraison. Nous attendons dès lors aussi que bpost continue à développer les connaissances et le savoir-faire acquis aux États-Unis avec Radial et aux Pays-Bas avec Active Ants en Belgique et en Europe et les mette à la disposition de nos entreprises et utilisateurs pour qui la qualité du service, de la commande à la livraison, est cruciale.

En outre, nous attendons une durabilité sociale. Personne ne doit être laissé de côté, même s'il maîtrise peu les outils digitaux. Un élément essentiel de l'accord de gouvernement est que les services publics doivent rester accessibles à tous, y compris aux citoyens ayant peu de compétences numériques et aux personnes en situation de handicap. Dans le cadre du nouveau contrat de gestion, le gouvernement examinera comment bpost peut y contribuer, notamment à travers son réseau de bureaux de poste. À cette fin, une consultation d'un échantillon représentatif de citoyens sera organisée pour savoir quels services peuvent être fournis dans le cadre de ce réseau de bureaux de poste et des services postaux, et la satisfaction des clients sera mesurée régulièrement. En tout état de cause, nous veillerons à ce que chaque citoyen ait toujours accès physiquement à une gamme de services bancaires de base à travers les bureaux de poste, étant donné que les banques ont considérablement réduit leur réseau d'agences bancaires. Enfin, nous reconnaissons également le rôle social que le facteur peut jouer dans la lutte contre la solitude.

Ten eerste verwachten wij economische duurzaamheid. Dat houdt in dat een overheidsbedrijf resultaten haalt die een gezonde, stabiele en toekomstgerichte bedrijfsvoering mogelijk maakt, met voldoende eigen financiële middelen voor de investeringen die nodig zijn om toekomstbestendig te zijn. In het beheerscontract met Bpost zal hier aandacht voor zijn.

Verder verwachten wij van een overheidsbedrijf dat zij producten en diensten ontwikkelt die onze ondernemers, klein en groot, toelaten om te groeien en klanten te bereiken in een wereld die in sneltempo digitaliseert. De lockdown in de lente van dit jaar heeft aangetoond dat het voor vele ondernemers – ook zij die hoofdzakelijk lokaal actief zijn - noodzakelijk is om online actief te zijn om de aansluiting met hun klanten te behouden. Verder draagt lokaal winkelen niet enkel bij aan de economische relance, het vermindert ook de ecologische voetafdruk en garandeert de werkgelegenheid in eigen streek. We verwachten van Bpost en andere overheidsbedrijven dan ook dat zij diensten en producten ontwikkelen die onze ondernemers toelaten om een eigen webshop op te starten en te beheren, vanaf de bestelling tot de levering. We kijken er daarom ook naar uit om de kennis en knowhow die Bpost in de VS met Radial en in Nederland met Active Ants heeft verworven verder te ontwikkelen in België en in Europa en ter beschikking te stellen van onze ondernemers én gebruikers voor wie de kwaliteit van dienstverlening van bestelling tot levering cruciaal is.

Daarnaast verwachten we sociale duurzaamheid. Niemand mag achterwege blijven, ook niet omdat hij weinig digitaal vaardig is. Een essentieel element van het regeerakkoord is dat de publieke dienstverlening voor iedereen toegankelijk moet blijven, ook voor de burgers met weinig digitale vaardigheden en mindervaliden. In het kader van het nieuw beheerscontract zal de regering bekijken hoe Bpost hiertoe kan bijdragen, in het bijzonder via haar netwerk van postkantoren. Daartoe zal een bevraging van een representatief staal van burgers georganiseerd worden om te achterhalen welke dienstverlening zijn plaats kan hebben binnen dit net van postkantoren en -diensten en wordt de klantentevredenheid regelmatig gemeten. In elk geval zullen we erop toezien dat elke burger via de postkantoren nog steeds fysiek toegang heeft tot een basisaanbod aan bankdiensten, nu banken hun netwerk aan bankkantoren drastisch terugschroeven. Tot slot erkennen we hier ook de sociale rol die een postbode kan spelen in de strijd tegen vereenzaming.

La durabilité sociale joue bien sûr aussi un rôle pour le propre personnel. Nous attendons de Bpost qu'elle mène une politique du personnel dynamique et inclusive, en accordant une attention particulière aux possibilités de carrière, à la politique en matière d'absentéisme, aux possibilités de développement et aux possibilités de télétravail. La concurrence effrénée sur le marché des colis met malheureusement les normes sociales sous pression. En concertation avec le ministre du Travail et le ministre chargé de la lutte contre la fraude, ainsi qu'avec nos pays voisins au niveau de l'Union européenne, nous travaillons à l'instauration de conditions sociales équitables.

Last but not least, nous attendons une durabilité écologique. Afin de garantir un avenir viable, il n'y a pas d'autre choix que de réduire rapidement et de manière significative nos émissions de CO₂.

Il y a donc lieu de minimiser l'impact de l'activité économique sur l'environnement sans freiner la croissance économique. Pour atteindre l'objectif de zéro émission de CO₂ d'ici 2050, il convient de transformer nos modes de production, de transport et de consommation.

Le développement considérable de l'e-commerce et le transport de colis qui en résulte pèsent lourdement sur notre empreinte écologique, que ce soit en termes de mobilité, de qualité de l'air ou d'émissions de CO₂. Trop souvent, plusieurs livreurs de colis empruntent encore la même rue le même jour, avec les conséquences négatives que cela implique pour l'environnement et la mobilité. Trop souvent, plusieurs livreurs de colis empruntent encore la même rue le même jour, avec les conséquences négatives que cela implique pour l'environnement et la mobilité. Bpost prend l'initiative à cet égard en réfléchissant à des alternatives telles que la création de points de collecte aux entrées d'un quartier ou d'une partie de la ville, le regroupement des livraisons ou la distribution urbaine verte. Des projets pilotes tels que celui lancé à Malines peuvent compter sur notre soutien.

Enfin, la sécurité du rail demeure aussi une préoccupation permanente. Le Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de Fer (SSICF) veille à ce que la réglementation concernant la sécurité et l'interopérabilité soient bien appliqués. L'Organisme d'Enquête pour les Accidents et Incidents Ferroviaires (OEAFI) a pour mission d'analyser les causes des accidents et incidents et de formuler des recommandations au secteur.

Un grand enjeu en matière de sécurité et d'interopérabilité du rail est l'installation de l'ETCS, aussi bien sur les infrastructures que sur le matériel roulant. Le ministre

Sociale duurzaamheid speelt uiteraard ook ten aanzien van het eigen personeel. We verwachten van Bpost een dynamisch en inclusief personeelsbeleid met aandacht voor loopbaanmogelijkheden, absentieïsmebeleid, ontwikkelingskansen en mogelijkheden tot telewerk. Harde concurrentie op de pakjesmarkt zorgt er helaas voor dat sociale normen onder druk komen staan. In samenwerking met de minister van Werk en de minister belast met Fraudebestrijding en met onze buurlanden op het niveau van de Europese Unie werken we aan een sociaal gelijk speelveld.

Last but not least wordt ecologische duurzaamheid verwacht. Om een leefbare toekomst te garanderen is er geen alternatief dan om onze CO₂-uitstoot snel en aanzienlijk te verminderen.

Het komt er op aan de impact van de economische activiteit op het milieu te minimaliseren zonder de economische groei af te remmen. De manier om de doelstelling van nul CO₂-uitstoot tegen 2050 te bereiken is het transformeren van onze productie-, transport- en consumptiepatronen.

De zeer belangrijke ontwikkeling van de e-commerce en het bijgaande pakjestransport wegen zwaar op onze ecologische voetafdruk, of het nu gaat om mobiliteit, luchtkwaliteit of CO₂-uitstoot. Nog te vaak wordt eenzelfde straat op eenzelfde dag door meerdere pakjesleveranciers aangedaan, met de negatieve gevolgen van dien op het milieu en de mobiliteit. We zullen de middelen en voorwaarden ontwikkelen om de sector ertoe aan te zetten zijn milieuvoetafdruk structureel te verminderen. Bpost neemt hier het voortouw in door na te denken over alternatieven als ophaalpunten aan het begin van een wijk of gedeelte van een stad, bundelen van leveringen of groene stadsdistributie. Proefprojecten zoals in Mechelen kunnen op onze steun rekenen.

Tot slot blijft ook spoorveiligheid een permanente bekommernis. De Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Spoorwegen (DVIS) waakt over de correcte toepassing van de regelgeving omtrent veiligheid en interoperabiliteit. Het Onderzoeksorgaan voor Ongevallen en Incidenten op het Spoor (OOIS) heeft dan weer als opdracht de oorzaken van ongevallen en incidenten te analyseren en aanbevelingen te formuleren aan de sector.

Een grote uitdaging inzake spoorveiligheid en interoperabiliteit is de installatie van ETCS, zowel op de infrastructuur als op het rollend materieel. De minister

de la Mobilité en pilote le déploiement, dans lequel le SSICF joue le rôle crucial d'autorisation.

Le projet de loi transposant le pilier technique du 4^{ème} paquet ferroviaire ainsi que les projets d'arrêtés royaux d'exécution qui sont le cadre pour le fonctionnement futur du secteur, auquel le SSICF a collaboré, doivent être adoptés le plus rapidement possible et je veillerai à y apporter mon soutien. De même, la Belgique a entamé depuis 2015 une réduction de ses règles nationales de sécurité conformément aux exigences européennes. Le SSICF y a également contribué avec son expertise technique. Je soutiendrai également la finalisation de ce plan en particulier en ce qui concerne l'adoption de certains arrêtés royaux, ce qui est nécessaire aussi vite que possible.

Le SSICF continuera à opérer dans un esprit de dialogue, de collaboration constructive et d'accompagnement du secteur.

Outre des groupes de travail ou des appuis thématiques, cette collaboration a lieu au sein de la concertation sur la sécurité que le SSICF a l'obligation d'organiser au moins une fois par an et qui permet d'aborder différents thèmes en lien avec la sécurité ferroviaire et de donner la parole aux acteurs concernés.

En ce qui concerne l'analyse des accidents et incidents, nous continuons à œuvrer à l'amélioration continue des banques de données afin de disposer d'informations adaptées et actualisées en permanence. L'objectif à court et moyen terme est de faire un meilleur usage des données disponibles.

Les observations de l'OEAIF sont publiées sur un nouveau site accessible depuis 2020. Nous continuerons à investir dans ce site et dans les procédures de communication entre les différents acteurs du trafic ferroviaire.

van Mobiliteit stuurt de uitrol ervan en DVIS speelt een cruciale rol voor wat betreft de toelatingen.

Het wetsontwerp tot omzetting van de technische pijler van het 4^e spoorwegpakket en het ontwerp van de koninklijke uitvoeringsbesluiten, die het kader vormen voor het toekomstig functioneren van de sector, waaraan DVIS heeft bijgedragen, moeten zo snel mogelijk worden aangenomen en ik zal deze procedure dan ook ten volle steunen. België is sinds 2015 eveneens van start gegaan met een vermindering van zijn nationale veiligheidsvoorschriften in overeenstemming met de Europese vereisten. Ook hieraan heeft DVIS bijgedragen op basis van zijn technische expertise. Ik zal ook de afronding van dit plan steunen, in het bijzonder voor wat betreft bepaalde Koninklijke Besluiten, die zo snel als mogelijk moeten goedgekeurd worden.

DVIS zal blijven functioneren in een geest van dialoog, constructieve samenwerking en begeleiding van de sector.

Naast werkgroepen of thematische ondersteuning vindt deze samenwerking plaats in het kader van het veiligheidsoverleg dat DVIS minstens één keer per jaar moet organiseren en dat het mogelijk maakt om verschillende thema's in verband met spoorveiligheid te behandelen en de betrokken actoren een stem te geven.

Voor wat betreft de analyse van ongevallen en incidenten blijven we werken aan de voortdurende verbetering van de databanken om permanent aangepaste en geactualiseerde informatie te bekomen. Het doel op korte en middellange termijn is een betere aanwending van de beschikbare gegevens.

De bevindingen van het OOIS worden sinds 2020 op een nieuwe, toegankelijke site gepubliceerd. Er wordt verder geïnvesteerd in deze site en in de communicatieprocedures tussen de verschillende actoren in het spoorverkeer.

Conclusion

De cette façon, en 2021 et les années suivantes, nous voulons travailler à une digitalisation qui maintienne notre pays dans le peloton de tête, sans oublier les personnes ayant moins de compétences numériques. Les entreprises publiques sont des acteurs en première ligne de notre société, conjointement avec le gouvernement fédéral, et leur rôle exemplaire les fait agir d'une manière durable et tournée vers l'avenir. La capacité d'innovation qui caractérise notre pays continue à jouer un rôle de premier plan dans ces entreprises et peut toujours compter sur notre soutien.

*La ministre de la Fonction publique,
des Entreprises publiques, des Télécommunications
et de la Poste,*

Petra DE SUTTER

Conclusie

Op deze manier willen wij in 2021 en de volgende jaren werken aan een digitalisering die ons land in het koppeleton houdt wereldwijd, zonder zij die digitaal minder onderlegd zijn te vergeten. De overheidsbedrijven vormen samen met de federale overheid de frontlinie van onze maatschappij en handelen vanuit hun voorbeeldrol op een duurzame en toekomstgerichte wijze. De innovatiekracht die ons land kenmerkt, blijft bij uitstek zijn plaats houden in deze bedrijven en kan steeds op onze steun rekenen.

*De minister van Ambtenarenzaken,
Overheidsbedrijven, Telecommunicatie
en Post,*

Petra DE SUTTER